



ÉDITION SPÉCIALE

45 PAGES DE RÉSULTATS ET D'ANALYSES

LE TRIOMPHE DE MACRON, LES DÉFIS DU PRÉSIDENT



ÉDITORIAL
**LES EXIGENCES
D'UNE ÉLECTION**

par JÉRÔME FENOGLIO

D'UN PREMIER discours au ton grave à un cérémonial, dans la cour du Louvre, à la solennité millimétrée, Emmanuel Macron a donné l'impression, dimanche 7 mai au soir, qu'il cherchait à les-ter ses premiers pas de président élu. Comme s'il fallait toute cette pesanteur – le palais du pouvoir royal et de la culture républicaine, les réminiscences de François Mitterrand, la silhouette de la pyramide de verre, l'hymne européen – pour ralentir la trajectoire fulgurante qui l'a propulsé à la fonction suprême. Comme s'il fallait tous ces symboles pour remettre un peu d'ordre et de continuité dans le paysage politique bouleversé par ce scrutin sans précédent qui débouche sur l'élection d'un chef d'État de 39 ans, à la précocité, au profil et au parcours inédits. Qui croyait, il y a quelques mois de cela, aux espoirs d'Emmanuel Macron?

LIRE LA SUITE PAGE 27

► Emmanuel Macron, élu président de la République avec 66 % des voix: «Je sais qu'il ne s'agit pas là d'un blanc-seing»

► A 39 ans, M. Macron devient le plus jeune président élu de l'histoire de France

► Avec 34 % des suffrages, Marine Le Pen obtient 10 millions de voix et dépasse le record de l'extrême droite

► La bataille des législatives a commencé dès dimanche soir

PAGES 2 À 15



Emmanuel Macron traverse la cour du Louvre avant son discours, dimanche 7 mai. PHILIPPE LOPEZ/AFP



Récit
De Rennes à Lille, ces électeurs qui ont voulu «éviter le pire»

PAGE 14

Portrait
Comment «Marine» est redevenue «Le Pen»

PAGE 12

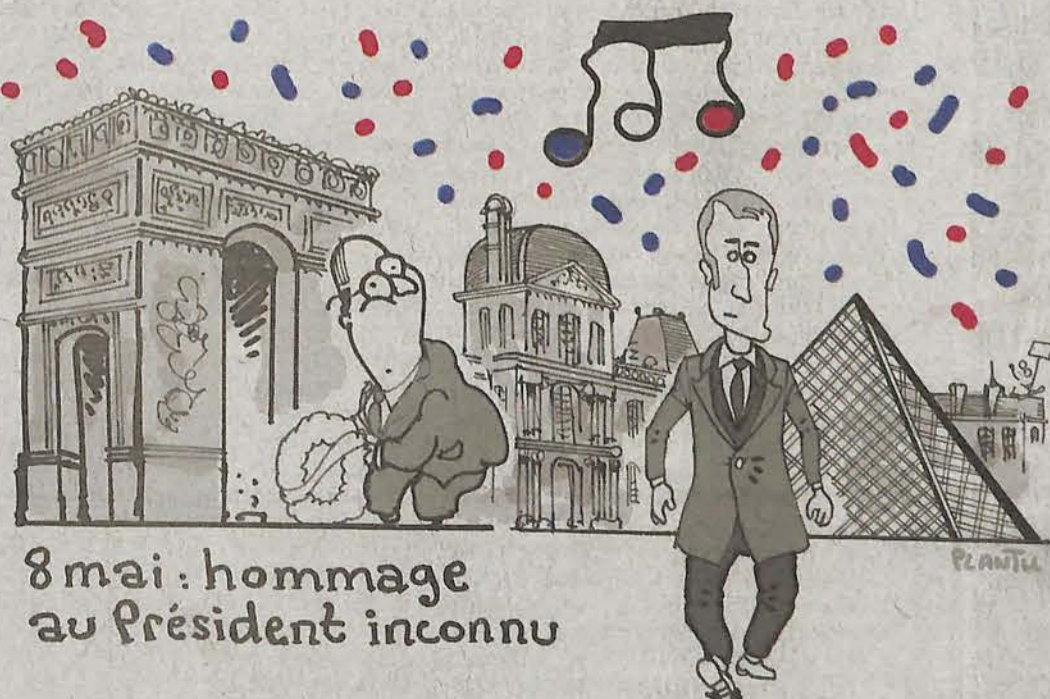
Analyse
Les grandes villes pour Macron; le record des «non-exprimés»

PAGES 6-7

Reportage
Sur l'esplanade du Louvre, entre espoir et soulagement

PAGE 4

LE REGARD DE PLANTU



8 mai: hommage au Président inconnu

“
Premiers enseignements d'une victoire

RAPHAËL GLUCKSMANN
«Une victoire qui souligne les fractures françaises»

MONIQUE CANTO-SPERBER
«Emmanuel Macron doit être le président de tous»

PIERRE-HENRI TAVOILLOT
«Les trois défis de Macron le Jeune»

GRÉGOIRE KAUFFMANN
«Le FN et la captation de la République»

DÉBATS - PAGES 24-25



BOUTIQUE VUARINET, 28 RUE BOISSY D'ANGOULES, PARIS 06 - VUARINET.COM

LES MEILLEURS VERRES SOLAIRES DÉPUS 1957
VINCENT CASSEL - MODÈLE GLACIER



Macron triomphe et doit réconcilier un pays divisé

Sa large victoire face à Marine Le Pen laisse les coudées franches au nouveau président pour des élections législatives décisives

Il fait nuit, il fait froid. Et ce printemps qui n'arrive toujours pas. Mais sur la place du Carrousel du Louvre, en ce dimanche 7 mai, souffle une douce euphorie, au cœur de Paris. A 39 ans, l'ancien ministre de l'économie Emmanuel Macron vient d'être élu président de la République avec 66,06 % des suffrages – deux votes exprimés sur trois – contre Marine Le Pen, 33,94 % des voix, au soir d'un second tour dominé par la plus forte abstention depuis 1969.

Derrière des barrières, des milliers de supporters attendent le vainqueur, en agitant des drapeaux français et européens, qui forment comme une houle, une ondée. Certains dansent, d'autres chantent, tous crient des vivats, de soulagement et de joie.

Il fait nuit, il fait froid. Peu avant 22 h 30, il apparaît enfin. Enveloppé d'un manteau noir, chemise blanche et cravate sombre, Emmanuel Macron arrive seul sur l'esplanade, à pied. D'abord dans la pénombre, il traverse la cour de l'ancien palais royal, le visage grave, longe les pyramides illuminées, marche dans le faisceau des projecteurs qui lui ouvrent la voie, alors que *L'Ode à la joie*, de Beethoven, devenu en 1985 l'hymne officiel de l'Union européenne, retentit sur la place.

Lui qui a dit vouloir renouer avec une présidence solennelle, « jupitérienne », après deux mandats accusés d'avoir abîmé la fonction, met ainsi en scène ses premiers pas, ses premiers gestes, dans une chorégraphie toute mitterrandienne. Figure par excellence du monarque républicain, l'ancien président socialiste avait marché seul sous la coupole du Panthéon le 21 mai 1981, des roses à la main, au son de cette même 9^e *Symphonie* du compositeur allemand.

Il fait nuit, il fait froid. Et voilà que le huitième président de la V^e République, le plus jeune des vingt-cinq présidents, juste devant Louis Napoléon-Bonaparte (40 ans en 1848), arrive sur l'estrade, les bras levés au ciel. « *Ce que nous avons fait (...), tout le monde nous disait que c'était impossible, mais ils ne connaissent pas la France!* », lance-t-il, radieux, à ses partisans. Face à lui, le Carrousel et le jardin des Tuileries, en enfilade. A sa gauche, la statue équestre de Louis XIV. A sa droite, le pavillon Turgot, l'ex-ministère des finances, au-dessus duquel Valéry Giscard d'Estaing a appris sa victoire à la présidentielle, en 1974. « *L'Europe et le monde attendent que nous défendions l'esprit des Lumières*, ajoute Emmanuel Macron. *Ils attendent que nous portions une nouvelle espérance, un nouvel humanisme.* »

UN PARI POLITIQUE EXCEPTIONNEL

« *La tâche est immense (...). Je veux l'unité de notre peuple et de notre pays (...), je vous servirai avec amour!* », s'enflamme-t-il, avant d'être rejoint sur scène par son épouse Brigitte Macron, qui lui embrasse tendrement la main qu'elle tient serrée dans la sienne, puis d'autres membres de sa famille. Ils entonnent une *Marseillaise*. Lui, la main droite sur le cœur et les yeux fermés, à l'américaine.

Inconnu il y a encore trois ans, Emmanuel Macron vient de réussir un pari politique exceptionnel, inouï: partir seul à l'assaut de l'Élysée, sans troupes ni parti, en n'ayant jamais été élu et fort de seulement deux années d'expérience ministérielle. Avant lui, personne n'avait réalisé cet exploit, qui lui a valu, dans la soirée, les félicitations de plusieurs dirigeants internationaux. Tour à tour, les Allemands Angela Merkel et Martin

Schulz, le Canadien Justin Trudeau, la Britannique Theresa May, jusqu'à l'Américain Donald Trump, ont salué une élection d'ores et déjà historique.

En l'emportant largement sur Marine Le Pen, Emmanuel Macron peut commencer son quinquennat avec les coudées franches. Ces derniers jours, c'était l'angoisse de ses proches. Que le candidat obtienne moins de 60 %, voire 55 % des voix. Qu'il se trouve en position de faiblesse avant même d'entrer à l'Élysée, et se voie obligé de composer avec les vieux partis, ceux-là même sur lesquels il disait vouloir « tourner la page ». « *On ne peut pas se permettre d'être en dessous de 62%, parce que la droite et la gauche n'attendent que ça!* », expliquait entre les deux tours le sénateur (PS) de la Côte-d'Or, François Patriat, qui a été un des premiers responsables politiques à rejoindre l'aventure Macron.

« CONSTRUIRE UNE MAJORITÉ »

S'il n'a pas obtenu le score de Jacques Chirac en 2002, qui l'avait emporté avec 82,2 % des voix face à Jean-Marie Le Pen, Emmanuel Macron, en totalisant plus de 66 % des suffrages, est en position de force. Au point d'espérer une confirmation de sa victoire par les électeurs dans un mois, à l'occasion des législatives. Plus besoin alors d'un de ces « *accords d'appareil* » honnis pour trouver une majorité à l'Assemblée nationale. « *Notre tâche est immense et elle imposera de construire dès demain une majorité vraie, une majorité forte. Cette majorité de changement, c'est ce à quoi le pays aspire et c'est ce qu'il mérite* », a insisté le nouveau chef de l'État, dimanche soir.

Elu après une « campagne Blitzkrieg », Emmanuel Macron a devant lui une semaine cruciale jusqu'à la cérémonie de passation des pouvoirs. Celle-ci devrait avoir lieu dimanche 14 mai, jour de la fête nationale de... Jeanne d'Arc, à qui l'ancien ministre avait rendu un vibrant hommage il y a un an, quasiment jour pour jour, à Orléans: « *Comme une flèche, sa trajectoire est nette, Jeanne fend le système* », avait-il lancé, dans une allusion à peine voilée à son propre parcours. Jusqu'à son entrée en fonction, l'essentiel de l'emploi du temps du président élu devrait être consacré à d'intenses consultations, en vue de la formation de son cabinet élyséen – que dirigera, sauf surprise, son ancien directeur de cabinet à Bercy, Alexis Kohler –, de son équipe gouvernementale et de la constitution des listes En marche! aux législatives.

Décidé à ne pas reproduire les erreurs du quinquennat en matière de communication, Emmanuel Macron a imposé le silence à ses équipes. Malgré ces précautions, plusieurs noms de ministres circulaient ces derniers jours dans les allées du futur pouvoir: le maire du Havre et député (Les Républicains) de Seine-Maritime, le juppéiste Edouard Philippe, le leader du MoDem François Bayrou (qui pourrait hériter de la chancellerie), l'ancien candidat à la primaire de la droite Bruno Le Maire, le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, ou encore la députée européenne centriste Sylvie Goulard...

Reste la question-clé du futur premier ministre. Officiellement, personne ne connaît son nom, même si Emmanuel Macron assure l'avoir déjà trouvé. « *C'est un sujet tabou au QG* », affirme un proche. Tout juste le fondateur d'En marche! a-t-il expliqué, vendredi 5 mai sur Europe 1, que son chef de gouvernement sera « *à l'image du renouvellement* », aura « *une expérience dans le champ politique, les compétences pour diriger une*



Emmanuel et Brigitte Macron, devant la Pyramide du Louvre, dimanche 7 mai.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE »

majorité parlementaire et les compétences pour animer un collectif gouvernemental qui sera profondément renouvelé.

Trois hypothèses circulent pour Matignon. Première hypothèse: la nomination d'une figure du parti LR, un scénario qui permettrait de fracturer la droite et de bousculer encore davantage le paysage politique. Les noms d'Edouard Philippe ou de Xavier Bertrand ont été évoqués. Mais une prise de contact avec le président de la région Hauts-de-France a tourné court, ces derniers jours, selon un intermédiaire.

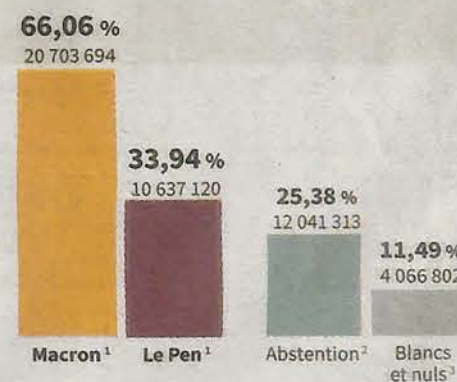
Deuxième hypothèse: le choix d'un fidèle d'En marche! Parmi les noms le plus souvent cités, celui de Richard Ferrand. Très proche du nouveau président – il fut notamment le rapporteur de la loi Macron – le député (PS) du Finistère a encore été l'un des rares élus invités à suivre les résultats avec le candidat à son QG dimanche soir. Il est soutenu par différents membres du premier cercle macroniste. Emmanuel Macron entend surtout s'appuyer sur un premier ministre loyal et sans ambition présidentielle pour 2022. Pas question d'installer à Matignon un futur adversaire qui finirait par rompre au cours du quinquennat. « *Notre obsession, c'est le coup fait par Chirac à Giscard en 1976. On ne veut pas mettre en scène un premier ministre qui, à peine nommé, ne pensera qu'à une chose: accéder à l'Élysée le coup d'après* », explique Arnaud Leroy, député (macroniste) des Français de l'étranger, qui pourrait lui aussi hériter d'un portefeuille ministériel.

« LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ »

Une troisième hypothèse pour Matignon verrait la nomination d'un socialiste rallié, apprécié aussi à droite, comme l'actuel ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian. Parallèlement à la constitution de son gouvernement, qui ne sera connu que le 15 et 16 mai, Emmanuel Macron entend profiter au mieux de l'effet « blast » provoqué par sa victoire pour dévoiler au plus vite – mardi 9 mai ou mercredi 10 mai, selon plusieurs sources – la liste des 577 candidats qu'il compte présenter aux législatives des 11 et 18 juin.

« *Nous avons déjà tous les noms, il ne reste qu'à appuyer sur le bouton* », confiait diman-

Résultats du second tour



1-En % des suffrages exprimés et en nombre de voix, 2-En % des inscrits, 3-En % des votants

SOURCE: MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, RÉSULTATS PROVISOIRES

che un très proche du nouveau président. A en croire son entourage, Emmanuel Macron devrait réserver la très grande majorité de ses investitures aux candidats sortis de ses rangs, pour la plupart issus de la société civile. Le comité d'investiture d'En marche!, présidé par Jean-Paul Delevoye, dit avoir étudié quelque 14 000 dossiers, souvent de « *très grande qualité* ». Même si la plupart seront des néophytes en politique. « *Ce soir, il y a une ligne politique qui a été validée* », veut croire Christophe Castaner, député (PS) des Alpes-de-Haute-Provence et rallié de la première heure. Comprendre: les Français voteront pour les candidats d'En marche! afin de donner une majorité au nouveau président.

La ligne dure tient la corde au sein de l'équipe Macron. Très peu de ralliés de fraîche date seront accueillis chez En marche! François Bayrou pourrait n'obtenir qu'une soixantaine de circonscriptions pour les candidats du MoDem, dont plus de la moitié gagnables facilement. Un chiffre très éloigné des objectifs initiaux du dirigeant centriste, qui espérait plus de 90 points de chute électoraux. « *Il était très gourmand, mais il a fallu le faire redescendre sur terre* », confie un proche du nouveau chef de l'État. Des accords de dernière minute ne sont toutefois pas à exclure.

MACRON ENTEND S'APPUYER SUR UN PREMIER MINISTRE LOYAL ET SANS AMBITION PRÉSIDENTIELLE POUR 2022. PAS QUESTION D'INSTALLER À MATIGNON UN FUTUR ADVERSAIRE



CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

L'illusion de Giscard d'Estaing

Rassemblement «deux Français sur trois» était le grand rêve de Valéry Giscard d'Estaing. Sous ce titre, il avait publié un livre, en 1984, pour tenter de casser l'opposition droite-gauche et favoriser, à travers une proposition libérale dotée «d'une symétrie de conscience sociale», l'émergence, dans la société française, d'un «groupe central» soudé autour des mêmes valeurs.

L'unité était, pour l'ancien président de la République, la condition du «rayonnement de la France», l'antidote aux idées noires et au repli sur soi, le socle qui permettrait de se projeter dans l'avenir avec confiance. Il regretta que le mot «heureux» soit «absent des grands débats conceptuels», mais il n'est jamais parvenu à le réhabiliter, à cause de la résistance des deux grands blocs politiques de l'époque, et aussi des Français qui l'avaient vu agir pendant un septennat et trouvaient que c'était suffisant.

Trente-trois ans plus tard, un homme de 39 ans relève le défi et parvient à se faire élire à l'Élysée autour d'une proposition identique: le libéralisme matiné de conscience sociale, présenté comme la promesse d'un nouveau départ. Emmanuel Macron, a obtenu, dimanche 7 mai, plus de 66 % des suffrages exprimés.

Optiquement, il correspond à l'objectif visé: rassembler deux Français sur trois sur les décombres de la droite et de la gauche. Chapeau l'artiste! Car rien n'était écrit, il fallait oser dynamiser le système. L'audace a payé et cela crée forcément un effet de souffle dans le pays, mais aussi en Europe et dans le monde.

Sacrée France! Ses coups de grisou électoraux intriguent. On pensait qu'elle broyait du noir, à deux doigts de sortir de l'euro, et c'est tout le contraire qui se produit. L'espace d'un

soir, elle rayonne dans les habits neufs du plus jeune président de la République qu'elle ait élu.

Et pourtant, rien n'est joué, à cause de la sourde colère qui a poussé plus de 10,6 millions d'électeurs – un nouveau record – à glisser un bulletin Marine Le Pen dans l'urne avec la ferme intention de se faire entendre. Dans les Hauts-de-France, meurtris par la désindustrialisation, la candidate du Front national s'enracine un peu plus, dans le Grand Est aussi.

De la rébellion dans l'air

Rien n'est joué non plus parce qu'au premier tour, 7 millions de voix se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon dans une contestation radicale du libéralisme et de la mondialisation qu'Emmanuel Macron incarne bien plus que ses prédécesseurs. Le candidat insoumis rêve forcément de revanche aux élections législatives. Rendez-vous les 11 et 18 juin.

Au premier tour encore, 7 autres millions d'électeurs ont voté François Fillon avec la ferme intention que la droite demeure. Chez ces deux catégories d'électeurs, le nombre d'abstentionnistes et de bulletins nuls a pris, dimanche, des proportions alarmantes.

Emmanuel Macron est prévenu: il y a de la rébellion dans l'air, le rassemblement de «deux Français sur trois» n'est qu'une façade, un fugace instantané. La photographie d'un soir d'élection encore nimbé de front républicain.

Pour transformer l'essai, il faudra une victoire sans appel d'En marche! à l'Assemblée nationale, des résultats rapides et une façon convaincante de parler au pays. La longue marche ne fait que commencer, ce qui explique la gravité du ton du nouvel élu et la sobriété avec laquelle il a fêté sa victoire. ■

Tout le week-end, les tractations ont été intenses au QG d'En marche!, rue de l'Abbé-Groult, dans le 15^e arrondissement de Paris. Quelques figures LR seraient notamment très courtisées, comme Thierry Solère, député des Hauts-de-Seine. «On est très clair avec eux, on leur explique qu'on va tout changer dans la politique française, qu'on est parti pour dix ans, et que c'est maintenant qu'ils doivent monter dans le train», explique un élu macroniste. Preuve que la porte n'est pas totalement fermée, Emmanuel Macron a décidé d'investir ses candidats aux législatives sous la bannière «La République en marche» et non plus sous celle d'«En marche!». Une évolution sémiotique destinée à permettre aux élus LR ou PS de faire accepter plus facilement à leurs électeurs un changement d'étiquette.

«Je n'aurai pas d'état de grâce, je ne pourrai pas présider comme l'on préside depuis 1958 (...). La minute d'après, rien ne sera acquis», a lui-même reconnu Emmanuel Macron, vendredi sur Europe 1. «La tâche qui nous attend est immense (...). Ce ne sera pas tous les jours facile», a-t-il encore ajouté dimanche soir, au

pied de la Pyramide du Louvre. Son entourage veut croire qu'avec lui, ne se répètera pas le malentendu qui s'est formé entre son prédécesseur François Hollande et les Français. Le président Macron assure qu'il fera au pouvoir exactement ce qu'il a annoncé pendant la campagne. «On n'a jamais voulu baratiner les Français, on n'a rien caché. Le programme est le vrai, il sera appliqué», assure Arnaud Leroy.

«Il faut toujours croire ce que dit Macron, il va y avoir un choc politique et économique fort dans le pays», appuie l'ancien député socialiste Christophe Caresche. Pour ce soutien du nouveau chef de l'Etat, classé à l'aile droite du PS durant le dernier quinquennat, Emmanuel Macron est un hybride politique d'une espèce rare: «Macron est un pur libéral, il va aller vite, bousculer le pays, mais il a compris que pour réussir, il doit s'appuyer sur l'appareil d'Etat parce que celui-ci est fort en France. En somme, c'est un mélange étonnant de libéralisme et d'étatisme.»

Le président élu compte utiliser la fenêtre de tir ouverte par sa victoire pour tenter de

réformer le pays, et vite. «Les gens se trompent sur lui, ils pensent que c'est un tendre parce qu'il est jeune. Mais Macron, c'est un dur! Il va vraiment gouverner!», insiste le sénateur François Patriat. Cet ancien strausskhanien, passé au fil des décennies par tous les arrangements socialistes, ne tarit pas d'éloge sur son nouveau champion, de presque quarante ans son cadet: «Les Français vont découvrir qu'ils ont élu un petit génie. C'est un homme d'exception, qui peut réellement changer le pays», affirme-t-il.

«UN VOTE UTILE»

Ces dernières heures, des membres de l'exécutif, qui avaient pu être critiqués envers Emmanuel Macron, s'inclinaient devant l'exploit électoral. «Bravo, sa victoire est une aventure dingue: il est président à même pas 40 ans et alors qu'il y a un an encore, personne ne misait un kopeck sur lui», confiait la ministre de la santé, Marisol Touraine. «Macron a gagné la présidentielle en réussissant la plus grande opération politique depuis longtemps», soulignait de son côté un proche de

François Hollande. Mais ces félicitations ne doivent pas masquer les doutes, voire les inquiétudes, qui entourent le président élu, notamment dans son rapport au pouvoir. «Macron peut exulter, il a réussi quelque chose d'exceptionnel, mais il doit avoir à l'esprit que, pour beaucoup d'électeurs, il a été un vote utile, pas un vote d'adhésion», tempère le maire de Dijon et fidèle de François Hollande, François Rebsamen. Attention donc au sentiment de toute puissance.

Plusieurs voix lui déconseillent notamment de recourir aux ordonnances pour modifier le code du travail, une des propositions-chocs de son programme. «Emmanuel Macron doit prendre garde: il y a de la violence sociale dans le pays qui peut devenir une force d'appoint politique», estimait, il y a encore quelques jours devant ses proches, Pascale Boistard, la secrétaire d'Etat aux personnes handicapées, inquiète de la poussée historique des extrêmes à la présidentielle.

Candidate aux législatives dans la Somme, la ministre prévient déjà, si elle est réélue à l'Assemblée, qu'elle ne donnera pas quitus au futur exécutif: «Je suis cohérente avec moi-même. Si je suis élue députée, je ne voterai pas la loi d'habilitation pour autoriser les ordonnances sur le droit du travail, comme je ne voterai pas la fin de la retraite par répartition ou l'autonomie des écoles.» Le risque social est présent à l'esprit des proches d'Emmanuel Macron. «Ça va être très chaud, il n'est pas impossible qu'il y ait un automne social», redoute un élu macroniste qui a bien noté qu'au premier tour de la présidentielle, «plus de la moitié des Français ont voté pour des candidats qui s'opposent à Macron».

Selon un sondage Ipsos pour Le Monde, réalisé le jour du deuxième tour auprès de 4838 personnes, 61 % des électeurs du second tour ne souhaitent pas qu'Emmanuel Macron ait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. A peine élu, lui-même a reconnu dimanche soir que sa large victoire n'était pas «un blanc-seing» et a assuré qu'il ferait «tout» pour qu'il n'y ait plus «aucune raison de voter pour les extrêmes». ■

BASTIEN BONNEFOUS,
CÉDRIC PIETRALUNGA
ET SOLENN DE ROYER

«La tâche qui nous attend est immense»

Extrait du discours tenu par Emmanuel Macron, sur l'esplanade du Louvre, dimanche 7 mai.

«Merci mes amis! (...) Ce que nous avons fait depuis tant et tant de mois n'a ni précédent ni équivalent. Tout le monde nous disait que c'était impossible. Mais ils ne connaissaient pas la France! (...)

Je veux ce soir avoir un mot pour les Français qui ont voté pour moi sans avoir nos idées. Vous vous êtes engagés et je sais qu'il ne s'agit pas là d'un blanc-seing. Je veux avoir un mot pour les Français qui ont voté simplement pour défendre la République face à l'extrémisme. Je sais nos désaccords, je les respecterai mais je resterai fidèle à cet engagement pris: je protégerai la République. Je veux enfin avoir un mot pour ceux qui ont voté pour M^{me} Le Pen. Ils ont exprimé aujourd'hui une colère, un désarroi, parfois des convictions. Je les respecte, mais je ferai tout dans les cinq années qui viennent pour qu'ils n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes. (...)

La tâche qui nous attend est immense et elle commencera dès demain. Elle imposera de moraliser la vie publique, de défendre notre vitalité démocratique, de renforcer notre économie, de construire les nouvelles protections de ce monde qui nous entoure, de donner une place à chacun par l'école, le travail et la culture, de refonder notre Europe et d'assurer la sécurité de tous. (...) Notre tâche est immense, mes amis, et elle exigera l'engagement de chacun. L'engagement de nos armées, de nos forces de l'ordre, de tous nos services publics. Votre engagement: élus, associations, dirigeants, syndicats, salariés, fonctionnaires, commerçants, artisans, agriculteurs, étudiants, retraités. (...) Notre tâche est immense et elle imposera de construire dès demain une majorité vraie, une majorité forte. Cette majorité de changement, c'est ce à quoi le pays aspire et c'est ce qu'il mérite. Cette majorité de changement, c'est cela que j'attends de vous dans six semaines [pour les élections législatives] car j'aurai encore et encore besoin de vous! (...)

Nous ne céderons rien à la peur, nous ne céderons rien à la division, nous ne céderons rien au mensonge, nous ne céderons même rien à l'ironie, à l'entre-soi, à l'amour du déclin ou de la défaite. Je sais cette ferveur que vous portez, je sais ce que je vous dois. Et je sais ce soir ce que je dois à mes compagnons de route, à mes amis, à ma famille et à mes proches. Ce ne sera pas tous les jours facile. Je le sais, la tâche sera dure. (...) Je vous protégerai face aux menaces, je combattrai pour vous contre le mensonge, l'immobilisme, l'inefficacité pour améliorer la vie de chacun. Je respecterai chacune et chacun dans ce qu'il pense et dans ce qu'il défend. Je rassemblerai et réconcilierai car je veux l'unité de notre peuple et de notre pays.

Et enfin mes amis, je vous servirai. Je vous servirai avec humilité, avec force. Je vous servirai au nom de notre devise: «Liberté, Égalité, Fraternité». Je vous servirai dans la fidélité de la confiance que vous m'avez donnée. Je vous servirai avec amour. Vive la République et vive la France! ■

Ambiance boîte de nuit sur l'esplanade du Louvre

Plusieurs milliers de personnes ont acclamé le nouveau président, dimanche, devant les Tuileries

REPORTAGE

Ils ont dû patienter de longues minutes avant de pouvoir accéder à l'esplanade du Louvre. Les démineurs de la Préfecture de police n'avaient pas fini leur travail, dimanche 7 mai, quand l'heure du début de la fête a sonné. Les premiers venus formaient déjà une longue file devant les barrières. Après une fouille minutieuse – le dispositif policier avec ses dizaines de cars de CRS et ses chiens renifleurs était impressionnant –, la voie était libre. Les jeunes militants d'En marche!, vêtus d'un tee-shirt jaune, sont entrés en courant.

Ils sont venus de Paris et sa banlieue pour être là le plus tôt possible. Adama Sane, 30 ans, est l'une des premières. La jeune infirmière est arrivée directement du travail. Militante des Jeunes avec Macron, elle y a «*crû depuis le début. Pas seulement pour nous mais pour tous les Français*».

Les premières estimations sont encore loin d'être connues, mais Mohamed Gammoudi, lui aussi adhérent, n'a aucun doute: «*J'espère un score encore plus haut que les pronostics et les sondages*», lance ce jeune salarié dans la restauration.

La foule gonfle et les fanions tricolores commencent à saturer l'espace. Sur l'immense esplanade, entre le Carrousel et la pyramide de Ieoh Ming Pei, une scène digne d'une rock star et deux immenses écrans ont été installés. Des praticables blancs ont aussi été dressés pour accueillir les télévisions étrangères venues en masse.

Une farandole d'étudiants européens, brandissant des panneaux à lettres lumineuses proclamant «*hope beat hate*» («*l'espoir a tué la haine*»), scande «*Europe united will never be divided*» («*L'Europe unie ne sera jamais divisée*») sous les applaudissements. Collé aux



Sur la place du Carrousel du Louvre, dimanche 7 mai.
OLIVIER LABAN-MATTEI/MYDF
POUR LE MONDE

barrières de sécurité, Amine B., 24 ans, est venu «*pour faire la fête*». «*Je suis tellement impatient*», sourit-il.

Vingt heures. Sur l'écran géant apparaît le visage du nouvel élu et une marée de drapeaux bleu blanc rouge se dresse dans les cris de joie. On entend presque dans les acclamations les «*ouf*» de soulagement en découvrant le score de Marine Le Pen. L'ambiance est joyeuse. Des lycéens serpentent en chenille en clamant «*Macron! Macron!*». De temps en temps, un cri fuse: «*Vive la France!*». Une dame en robe africaine verte à paillettes danse en chantant: «*On est chez nous!*». La foule répond «*ouais, ouais!*»

Pierre, quinquagénaire qui travaille dans la finance, est hilare: «*J'ai voté pour lui aux deux tours et c'est une vraie victoire*». Sa femme, Viviane, fonctionnaire de police, est plus réservée. Elle avait choisi Jean-Luc Mélenchon et s'est laissée convaincre dans l'entre-deux-tours: «*J'ai voté pour lui pour sauver les meubles. Mais j'ai lu son programme et j'ai été agréablement surprise*».

« Un homme d'espoir »

Le chanteur Cris Cab entame la soirée musicale en attendant le champion, et l'ambiance vire à la boîte de nuit. Jeunes et vieux tanguent. Le groupe Magic System enchaîne en chauffant l'assistance, la

faisant hurler «*Si tu aimes Macron, tape dans tes mains!*»

Dans la foule, désormais très fournie, une majorité de jeunes et beaucoup d'immigrés. Ali Yassin, qui raconte avoir rencontré «*presque le monde entier*» dans son taxi, voulait venir pour «*souhaiter bonne chance au jeune président*». Le retraité attend beaucoup de lui, notamment «*pour les relations entre les peuples*». Le discours n'est guère élaboré ni formaté. On sent les accents sincères des nouveaux convertis. Comme Idrissa Diabaté, apprenti dans un centre de formations à Blois, qui dit «*compter sur lui parce que Macron est jeune et carré dans son projet*»: «*C'est un homme d'espoir*».

Quelques minutes de pause quand Emmanuel Macron apparaît à son siège de campagne, puis le DJ Michaël Canitrot fait monter les basses. Daniel Reinhart, éditeur à Paris, tente de contenir l'enthousiasme de son fils adolescent qui hurle «*Macron président*».

Le quadragénaire a voté pour François Fillon au premier tour, mais semble aussi ravi que ses voisins: «*J'ai voté pour faire barrage à Le Pen, c'était une évidence*». C'est cette même peur, désormais éloignée, qui a fait se déplacer Sylvie Deduyer, directrice d'un établissement sanitaire et social: «*Je suis heureuse qu'on reste en Europe*», souffle-t-elle dans un sourire.

La tension monte dans l'attente

Dans la foule, le discours n'est guère formaté. On sent les accents sincères des nouveaux convertis

de l'arrivée de l'ancien ministre de l'économie. Kenza et Ismail, un couple franco-marocain, danse avec ses deux enfants, drapeaux à la main. Lui, consultant dans une entreprise de recherche et développement en pharmacie, avait opté pour La France insoumise au premier tour, mais il a voulu être là «*pour montrer aux enfants*».

Dimanche, il a glissé un bulletin Macron: «*Même si je comprends que Mélenchon n'ait pas donné de consigne de vote, pour moi c'était évident*». Sa femme, qui porte une voile rose sur les cheveux, elle, en veut au député européen: «*Quand on voit le score de Marine Le Pen, c'est une fête en demi-teinte*», assure cette chef de projet en informatique. Elle ajoute, bravache, qu'elle reprend son travail mardi, «*comme ça*», dit-elle en montrant son foulard.

La ferveur est à son comble quand apparaît enfin le nouveau président. Suspendue à son pas dans son interminable progression vers le pupitre, l'assistance applaudit sagement. Deux quadragénaires osent quand même: «*C'est un peu trop quand même, cette mise en scène... Même aux Etats-Unis, ils ne font pas ça!*», rigolent-ils. Mais quelques minutes plus tard, quand l'élu leur lance «*merci à vous*», ils se joignent aux vivats: «*Prier sur l'audace, ça fait un moment qu'on n'avait pas essayé*». ■

SYLVIA ZAPPI

Et soudain les anciens jeunes sont devenus vieux

I aura 52 ans le 21 juin. A ce stade, un homme politique a tout l'avenir devant lui. A peine plus vieux que Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il accéda à l'Élysée en 1974, pile-poil l'âge qu'avait Nicolas Sarkozy lorsque il y entra en 2007. Les années ont un peu empaté son visage, les cigarettes ont embrumé sa voix qu'il avait déjà grave. On l'a connu trentenaire binoclard aux côtés de Jacques Chirac, quadra dans les gouvernements Fillon, puis quinquagénaire auquel on promettait Matignon dans presque tous les cas de figure en cas de victoire de la droite à l'élection présidentielle (sauf celle d'Alain Juppé, bien sûr).

François Baroin, puisque c'est de lui qu'il s'agit, semblait défier le temps. Il conservait cet air juvénile alors que tous, autour de lui, accusaient le poids des ans. Bref, il avait de l'avenir. Dimanche 7 mai, sur le plateau de France 2 où il éternait son nouveau rôle de chef de file du parti Les Républicains (LR) aux élections législatives, les années l'ont rattrapé. L'éternel jeune premier collectionnant les César du meilleur second rôle a semblé soudainement encaisser, à l'annonce de la victoire d'Emmanuel Macron, son cadet de douze ans, les ravages du temps qui l'avaient jusqu'alors épargné.

Voilà près de trente ans que François Baroin se prépare à jouer les vedettes, de son premier mandat de conseiller municipal de Nogent-sur-Seine (Aube) à la présidence de l'Association des maires de France. Trente ans qu'on le croit jeune, même si on a cessé de le comparer à Harry Potter. Dimanche, il a pris un coup de vieux – et beaucoup de sa génération avec lui. C'est injuste, direz-vous. Homme de droite, laïc et sincèrement chiraquien, il était «*profilé*» pour séduire le cas échéant les électeurs de gauche. Mais voilà, toutes les cartes ont été redistribuées. L'effacement de Nicolas Sarkozy puis l'échec de François Fillon l'ont poussé aux avant-postes sur une ligne qui n'est peut-être pas intimement la sienne. A

l'entendre dire qu'«*il y a toujours un bloc de la droite et du centre et un bloc de la gauche*», alors que le PS tout comme LR ont été éliminés dès le premier tour, on se demandait s'il ne s'était pas trompé d'époque.

Et quand il a menacé le député (LR) de l'Eure Bruno Le Maire de présenter un candidat contre lui aux élections législatives dans le cas où ce dernier entrerait dans le prochain gouvernement, s'il ne s'était pas trompé de rôle.

En changeant de registre, en durcissant le ton, M. Baroin a modifié le regard que l'on portait sur lui. On le pensait doué, mais un peu dillettante, convaincu mais souple, on le découvre accroché comme une bernique à son rocher, à des clivages qui ont volé en éclats au cours de ces derniers mois. En choisissant de se compter dans les rangs des vaincus, il endosse le rôle de garde-chiourme de la future opposition. Est-ce vraiment cela dont il rêvait? Survivant d'un monde ancien?

A ses côtés, sur le plateau de France 2, Dominique de Villepin, fringant sexagénaire rallié au président élu, lui désignait une autre voie. Celle de l'apaisement, de la main tendue. L'ancien premier ministre appelait Emmanuel Macron à prendre le contre-exemple de Jacques Chirac – dont il fut le conseiller avant d'être le premier ministre – qui, en 1995 comme en 2002, avait préféré se replier sur son clan plutôt que d'ouvrir sa majorité.

Le président du MoDem, François Bayrou, autre soutien de M. Macron, lui, expliquait que la victoire de celui qui devient le huitième président de la V^e République était le fruit «*d'un passage de témoin*» dont il avait assuré le premier relais. Eux semblaient avoir subitement rajeuni. ■

FRANÇOIS BAROIN
ENDOSSE
LE RÔLE DE
GARDE-CHIOURME
DE LA FUTURE
OPPOSITION

PHILIPPE RIDET

La journée particulière du président Hollande

Le chef de l'Etat transmettra les pouvoirs à son successeur le 14 mai

TULLE - envoyée spéciale

I est 20 heures, dans le jardin d'hiver de l'Élysée. Entouré de ses ministres, de ses conseillers et de leurs familles, François Hollande regarde la silhouette de son successeur se dessiner sur l'écran, avec son score: plus de 65%. Applaudissements sous les ors de ce palais que tous auront quitté dans huit jours. «*J'étais à côté de lui, j'ai senti son émotion*, raconte un ministre. *Il s'était préparé. Mais forcément, c'est dur. Ce soir, il sait qu'il n'est plus le président élu*».

Peu avant l'annonce des résultats, le chef de l'Etat a réuni sa garde rapprochée dans son bureau: le premier ministre, Bernard Cazeneuve, plusieurs ministres, dont Matthias Fekl, Michel Sapin, Myriam El Khomri, Stéphane Le Foll, Audrey Azoulay ou encore Marisol Touraine, ainsi qu'une poignée de conseillers. Le président a incité ceux qui étaient attendus sur les plateaux de télévision à «*affirmer*» leur «*identité*». Persuadé que le PS pourra se reconstituer à la faveur des législatives, François Hollande veut éviter que le parti qu'il a dirigé pendant onze ans se laisse engloutir par la vague En marche!. «*Il pense que les 6% de Benoît Hamon ne reflètent pas le poids politique du PS*», rapporte une ministre.

Après avoir pris connaissance des résultats, le chef de l'Etat a té-

léphoné à Emmanuel Macron. «*Bravo*», a-t-il lancé à son ancien conseiller, en souhaitant qu'il fasse «*profiter le plus grand nombre de cette réussite*». Puis il est redescendu se mêler à ses invités. «*C'est un score flatteur pour la démocratie*», a-t-il lancé à l'un d'eux. A un autre, il a glissé que c'était «*mieux*» que Macron ait gagné, plutôt qu'un autre. «*Il vient de cette majorité, il vient de ce gouvernement, il vient de cette histoire*», a-t-il observé. «*Nous sommes tous soulagés de la défaite de Marine Le Pen et satisfaits de la victoire d'Emmanuel*», a-t-il résumé, avec des mots choisis.

« Pèlerinage »

Plus tôt, le chef de l'Etat a voté et passé une partie de la journée dans son ancien fief électoral de Corrèze. Après une tournée rituelle des bureaux de vote, il s'est arrêté à la mairie de Tulle, pour un «*pèlerinage*» dans son ancien bureau, désormais occupé par son successeur, Bernard Combes. Ce dernier lui a montré des photos de son ascension politique et exhumé une affiche de campagne qui avait servi pour sa déclaration de candidature, le 31 mars 2011. «*Voilà une belle affiche!*», s'exclame le président, rasséréné par ce passé de conquêtes, à l'heure où il doit quitter le pouvoir.

Halte à la mairie de Laguenne, un QG les jours de vote, pour déguster une tête de veau. Avant d'al-

ler déjeuner dans une brasserie de Tulle, avec des élus corréziens. Devant des convives hilares, François Hollande a raconté le soir de son second tour, le 6 mai 2012: la télévision avait lâché au moment où il apparaissait à l'écran. «*J'ai dû le voir en différé, je me suis dit que le quinquennat commençait bien!*, plaisante-t-il. *J'attends 20 heures, on ne sait jamais, mon visage va peut-être apparaître ce soir*».

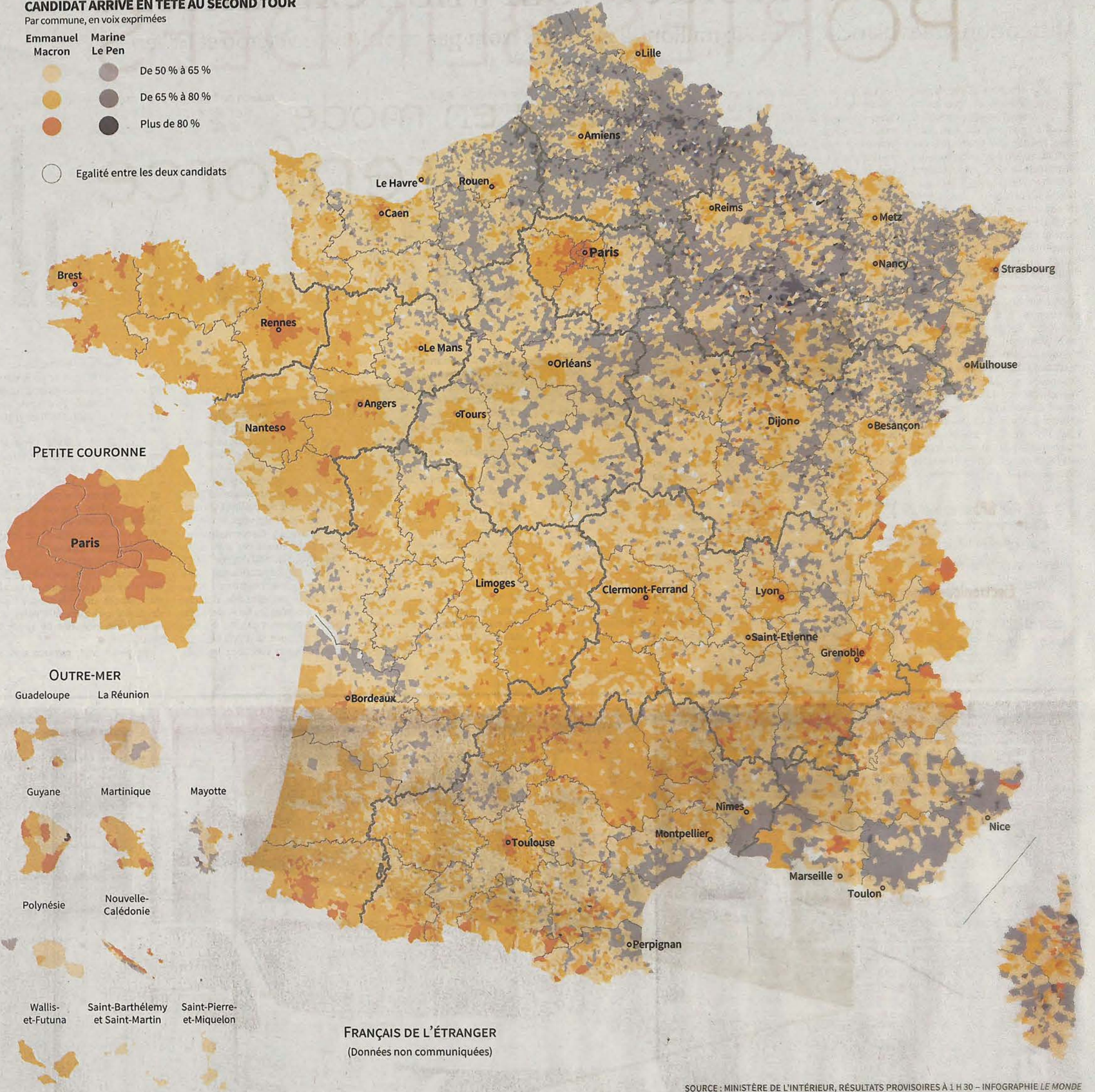
Le chef de l'Etat transmettra les pouvoirs à Emmanuel Macron dimanche 14 mai. Les deux hommes seront côte à côte les 8 et 10 mai, lors des commémorations du 8 mai 1945 à l'Arc de triomphe, puis lors de la cérémonie consacrée à la mémoire de l'esclavage, dans les jardins du Sénat. Le président, qui dînera avec la chancelière allemande, Angela Merkel, le 8 mai à Berlin, ne devrait plus se déplacer sur le terrain avant dimanche. Il s'installera la semaine suivante dans ses nouveaux bureaux, rue de Rivoli, où doivent le rejoindre sept collaborateurs et deux agents de service, comme le prévoit un décret d'octobre 2016.

Dans le Falcon pour la Corrèze, dimanche matin, un membre de sa délégation l'a interrogé: «*Votre humeur est-elle... crépusculaire?*» Non, a répondu le président, avant d'ajouter: «*Mais elle n'est pas badine non plus*». Puis, comme s'il se parlait à lui-même: «*C'est un drôle de moment...*» ■

SOLENN DE ROYER

CANDIDAT ARRIVÉ EN TÊTE AU SECOND TOUR

Par commune, en voix exprimées



SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, RÉSULTATS PROVISOIRES À 1 H 30 - INFOGRAPHIE LE MONDE

Les grandes villes, places fortes d'Emmanuel Macron

Le FN confirme son implantation dans les zones rurales du Nord-Est, et se renforce le long de la Garonne

ANALYSE

Même si la carte de France des communes est moins fracturée au second tour de l'élection présidentielle qu'au premier, elle témoigne bien du net clivage entre la France des villes et celle des campagnes. Emmanuel Macron arrive largement en tête dans toutes les concentrations urbaines. Avec un score quasiment plébiscitaire à Paris (89,68 %), son plus mauvais résultat, pour les villes de plus de 100 000 habitants, étant obtenu à Toulon avec 55,96 % des voix.

Le candidat d'En marche! obtient des résultats stratosphériques dans la plupart des grandes villes: 88,39 % à Rennes, 86,52 % à Nantes, 85,92 % à Bordeaux, 84,11 % à Lyon, 82,97 % à Toulouse, 82,67 % à Grenoble, 81,24 % à Strasbourg, 80,04 % à Clermont-Ferrand... Même à Lille, dont la maire, Martine Aubry, n'avait appelé que du bout des lèvres à voter pour lui au second tour, et où Jean-Luc Mélenchon était arrivé en tête au premier tour avec 29,92 % des voix, Emmanuel Macron obtient 78,27 % des suffrages. Plus largement, en dehors des grandes villes, le vote en faveur de

M. Macron a été dominant dans tout le flanc ouest de l'Hexagone, depuis la côte normande, en passant par la Bretagne, la côte atlantique et l'Occitanie, puis en remontant jusqu'au Massif central et une large partie de l'ancienne région Rhône-Alpes. **Nouméa a voté Le Pen à 50,9 %** La carte des votes fait cependant apparaître, de nouveau, les zones de force géographiques de la formation lepéniste. Elles se concentrent d'abord dans une large bande couvrant le nord-est de la France depuis les Hauts-de-France et le nord-est de la Normandie jus-

qu'à la région Grand-Est. Au sein de cette zone se distinguent des secteurs ruraux, dont certains ont voté à plus de 65 % pour Marine Le Pen, en particulier dans le nord de l'Aisne et de la Somme, ainsi que dans le nord de la Haute-Marne ou le sud de la Marne. Les poches de l'électorat FN sont plus disséminées, mais réelles, dans les régions Centre-Val de Loire et en Bourgogne-Franche-Comté, épousant des zones à l'écart des axes de circulation, socialement et industriellement délaissées comme le nord de l'Indre, de la Côte-d'Or ou l'est de la Haute-Saône.

Le vote FN continue à prospérer sur le pourtour méditerranéen, tout le long des Alpes-Maritimes, du Var, avec une forte densité autour de la frontière entre les Bouches-du-Rhône et le Gard en remontant jusqu'au Vaucluse, et enfin le long de la côte du Languedoc-Roussillon, dans le sud de l'Hérault et autour de Perpignan, dans les Pyrénées-Orientales. Enfin, une dernière zone d'implantation du vote FN apparaît le long de la Garonne, d'abord dans le Tarn-et-Garonne, en se prolongeant par le Lot-et-Garonne voisin, avant de s'étendre autour de l'embouchure du fleuve, dans le

nord de la Gironde et le sud de la Charente-Maritime. A noter que la candidate du Front national réalise des scores supérieurs à 50 % dans certaines zones des départements et collectivités d'outre-mer. C'est le cas à La Réunion, sur la côte occidentale de Mayotte et sur la côte sud de la Nouvelle-Calédonie, particulièrement à Nouméa, où M^{me} Le Pen recueille 50,9 % des suffrages, alors que la population calédonienne se prononcera en 2018 par référendum sur l'avenir de la collectivité. Un dossier sensible qui attend le prochain président. ■

PATRICK ROGER

Un nombre record de voix « non exprimées »

Abstention, votes blancs et nuls : 16 millions d'électeurs n'ont pas choisi entre Macron et Le Pen

L'élection d'Emmanuel Macron était certes attendue et ne constitue pas en soi une surprise, même si le score qu'il obtient au second tour dépasse les intentions de vote qui lui étaient accordées dans les derniers sondages. Cependant, dans cette élection hors normes à tout point de vue, deux éléments retiennent l'attention : le niveau de l'abstention et celui des bulletins blancs ou nuls.

Pour la première fois depuis 1969, le taux d'abstention au second tour a été supérieur à celui du premier tour : 25,4 % contre 22,2 % des inscrits. Il faut remonter à l'élection présidentielle qui voyait s'affronter au second tour deux candidats de droite, Georges Pompidou et Alain Poher, pour enregistrer un phénomène identique. L'abstention avait alors grimpé jusqu'à 31,1 % au second tour, l'électorat de gauche ayant pour une large part boudé les urnes faute de se retrouver dans les deux candidats restant en lice.

L'électorat de gauche a plus volontairement manifesté son rejet des deux candidats par un vote blanc ou nul

C'est de ce même scrutin que datait le record de bulletins blancs ou nuls avec 6,4 % des votants. Celui-ci a été littéralement pulvérisé avec, cette fois, pas moins de 11,5 % des votants qui ont déposé un bulletin blanc ou nul. Soit plus de 4 millions d'électeurs qui se sont déplacés pour exprimer qu'ils ne voulaient voter ni pour l'un ni pour l'autre des deux candidats qualifiés. Leur nombre a progressé de plus de 3 millions entre les deux tours. Une donnée plus que révélatrice de la défiance que suscite M. Macron malgré les appels de tous bords à faire barrage à la candidate d'extrême droite. Ainsi, malgré sa confortable victoire, celui-ci n'est élu que par un peu plus de quatre électeurs sur dix : 43,63 % des inscrits.

Dans le détail, outre les départements et collectivités d'outre-mer, où l'abstention frôle ou dépasse la moitié des électeurs inscrits, c'est en Haute-Corse (36,55 %), en Corse-du-Sud (35,33 %) et en Seine-Saint-Denis (32,49 %) que l'abstention a été la plus élevée. À l'inverse, comme souvent, les départements ayant le plus massivement pris part au vote sont le Gers (19,07 % d'abstention), les Côtes-d'Armor (19,23 %) et la Lozère (19,97 %).

Il semble toutefois que l'abstention ait plutôt été privilégiée par une partie de l'électorat de droite, comme en témoigne son évolution entre les deux tours dans certains départements



comme les Alpes-Maritimes (+ 4,81 points), les Bouches-du-Rhône (+ 4,70 points), le Gard (+ 4,31 points), ou encore la Seine-et-Marne (+ 5,11 points) ou les Yvelines (+ 5,02 points).

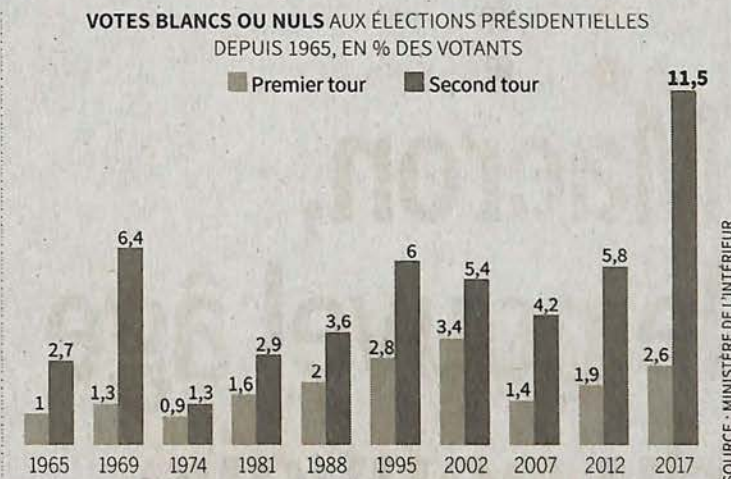
Des projections difficiles

Alors qu'une frange significative de l'électorat de gauche a plus volontairement manifesté son rejet des deux candidats du second tour par un vote blanc ou nul. Les plus forts taux de bulletins blancs ou nuls se retrouvent dans la Creuse (18,41 % des votants), l'Ariège (16,10 %), la Corrèze (15,70 %), la Lozère (15,42 %), la Dordogne (15,02 %), le Lot (14,89 %), la Haute-Vienne (14,75 %), les Hautes-Pyrénées (14,62 %) ou l'Allier (14,12 %). Pour la plupart des départements

ruraux, où se manifeste aussi le mécontentement face à la désertification, la disparition des services et des équipements publics.

C'est dans les départements de Paris et de la petite couronne, ceux précisément qui ont accordé les scores les plus importants à Emmanuel Macron, que le pourcentage de bulletins blancs ou nuls a été le moins élevé : 7,30 % des votants à Paris, 8,81 % dans les Hauts-de-Seine, 9,67 % en Seine-Saint-Denis et 9,74 % dans le Val-de-Marne.

Difficile, dans ces conditions, de réaliser des projections en vue des élections législatives qui auront lieu les 11 et 18 juin. Quelques enseignements se dégagent toutefois. Indéniablement, le dévissage de Marine Le Pen, en fin



de campagne d'entre-deux-tours, lui a fait perdre des points précieux dans des circonscriptions où elle avait acquis de solides positions au premier tour. Elle était ainsi arrivée en tête dans 216 circonscriptions et avait obtenu un score supérieur à 30 % dans 83 d'entre elles.

Cet avantage s'est réduit au second tour. La candidate du Front national, en recueillant plus de 10,6 millions de voix, arrive en tête dans 45 circonscriptions, dont 21 détenues par le PS et ses alliés (MRC ou PRG), 3 par le PCF, 15 par Les Républicains, 3 par l'UDI et 3 où l'extrême droite avait déjà un élu. Elle dépasse même ou frôle les 60 % dans plusieurs circonscriptions du Pas-de-Calais, dont la 11^e, où elle sera candidate aux élections législati-

ves. M^{me} Le Pen obtient un score compris entre 45 % et 50 % dans 67 autres circonscriptions, dont 28 détenues par le PS et ses alliés, 2 par le PCF, 6 par l'UDI et 31 par Les Républicains.

Ainsi, si au niveau départemental le Front national paraît avoir essuyé un sévère recul – alors qu'il était en tête dans 47 départements au premier tour, ce n'est plus le cas que dans 2 départements au second –, il conserve des positions de force significatives dans près de 120 circonscriptions.

Plus que jamais, le scrutin législatif à venir s'annonce déterminant après une élection présidentielle qui aura fait voler en éclats bon nombre de repères politiques. ■

Macron, le nouvel âge du pouvoir

A 39 ans, l'ex-ministre de l'économie devient le plus jeune président que la France ait élu. Un pari réussi, en marge des deux familles politiques historiques de la V^e République

Le 21 décembre 1977, jour de la naissance d'Emmanuel Macron à Amiens, la France est présidée par le plus jeune président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing – pourtant déjà âgé de 51 ans. La crise des euromissiles commence, le second choc pétrolier n'a pas encore livré tous ses effets. François Baroin a 12 ans, Jean-François Copé 13, Manuel Valls et Arnaud Montebourg 15. Ils sont les quinquagénaires d'aujourd'hui, la «*génération prince Charles*», a expliqué un jour Emmanuel Macron devant un ami – celle qui voit le pouvoir lui passer sous le nez, coincée entre des barons qui ne rattachent pas et de jeunes ambitieux avenants.

Dimanche 7 mai 2017, Emmanuel Macron est élu président de la République française à 39 ans. Pile l'âge moyen des Français. C'est seulement la quatrième élection présidentielle pour laquelle il a l'âge de voter. Et encore : en 2002, il n'était pas à Amiens, mais au Nigeria, où il effectuait son stage de fin d'études de l'ENA. Au lendemain du 21 avril, il n'est donc pas descendu défilé contre le Front national. Emmanuel Macron n'est pas trop «*manifs*» : le 25 avril, devant les ouvriers de Whirlpool, il réclamait un «*hygiaphone*» pour un mégaphone. «*Inconnu*» il y a deux ans, comme l'a dit François Baroin dimanche, il vient d'être porté à la tête de la France. Premier trentenaire à l'Élysée, plus jeune chef d'Etat d'une démocratie.

Le nouveau président est un fils de la «*génération vernie*», détaillée dans un essai par Raphaël Glucksmann, soutien de Benoît Hamon, de deux ans son cadet. «*Des fées bienveillantes – Erasmus, Schengen, Maastricht, Steve Jobs, Bill Gates et tant d'autres – avaient dessiné pour nous un horizon de progrès et de jouissance*», écrit l'essayiste dans *Génération gueule de bois* (Allary Editions, 2015). «*La France des nomades heureux*», pour reprendre les mots d'Emmanuel Macron, celle qu'il espère réconcilier avec «*les sédentaires qui subissent*». Une jeunesse chanceuse lorsqu'elle est diplômée ou bien née, qui se découvre tout à coup un ennemi mortel avec les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, le Bataclan, Nice ou Saint-Etienne-du-Rouvray.

Une jeunesse qui n'imaginait pas qu'en 2017 une campagne présidentielle puisse se retrouver dominée par d'interminables débats sur l'identité, de folles querelles de religion, des empoignades féroces sur l'avortement ou sur la taille des maillots de bain à porter sur la plage.

Emmanuel Macron a grandi à Amiens, a été éduqué chez les jésuites alors que François Mitterrand était président. A cette époque, le Front national à deux chiffres, comme le chômage, sont des données, la construction européenne un acquis. Il est de cette jeunesse post-sida, bien plus sage que ses aînés. Une jeunesse dont les seules aventures politiques ont été les défilés de 2006 contre le contrat première embauche (CPE) de Dominique de Villepin : s'y était ainsi mêlé, à Poitiers, Stéphane Séjourné, 32 ans, l'un des conseillers du candidat d'En marche! avant d'entrer au cabinet de Jean-Paul Huchon à la région Ile-de-France. Enfant de la bourgeoisie libérale et éduquée

(une famille de médecins), Emmanuel Macron maîtrise les conventions chères aux générations passées, qu'il séduit en plongeant ses yeux bleus dans les leurs, mais conserve avec ses familiers une désinvolture propre à l'époque : «*Deux téléphones sur la table, parfois posés l'un sur l'autre, il répond à ses textos sans lever la tête, en poursuivant la conversation*», raconte un collaborateur.

«*On vient toujours trop tard dans un monde trop vieux*», répète souvent, en citant Musset, cet amoureux de Léo Ferré et de Charles Aznavour. Mais ce n'est pas parce qu'on a 39 ans qu'on est jeune. La Rotonde du 19^e arrondissement de Paris, où se pressent les bobos, est bien plus tendance que la brasserie du Montparnasse éternel du même nom qu'Emmanuel Macron a choisie pour fêter son premier tour. Et il n'y a que Régis Debray, 76 ans, pour trouver, dans *Le Monde* du 3 mai, que le leader d'En marche!, en conviant Line Renaud ou Stéphane Bern, avait trinqué avec «*les vedettes très in du Tout-Paris branché*».

Les invités de la soirée du Fouquet's, en 2007, avaient placé le quinquennat de Nicolas Sarkozy sous les auspices du blingbling et du CAC 40. Au soir de la victoire d'Emmanuel Macron, on trouve des trentenaires rompus à la nouvelle économie, mais aussi, côté politique, les barons socialistes et leur savoir-faire. «*Je suis exactement ce qu'Emmanuel veut faire disparaître : quatre fois député à Beaune, deux fois sénateur, douze ans président de région*», s'amuse François Patriat, 74 ans, un des parrains des futurs candidats d'En marche! – «*mon Fanfan*», comme l'appelle le nouveau chef de l'Etat.

«*QU'EST-CE QU'IL A L'AIR JEUNE!*»

Le macronisme, c'est la synthèse gagnante entre le presque septuagénaire Gérard Collomb, maire de Lyon, et l'indispensable Ismaël Emelien, 29 ans, pilier de sa campagne, communicant venu d'Havas et bombardé conseiller stratégique. Le mariage réussi entre «*le comité des oncles*», disent certains, et les énergiques trentenaires un brin «*technos*» et très masculins du cercle rapproché, tel Benjamin Griveaux, 39 ans, ex-socialiste, HEC, passé dans le privé dans le groupe Unibail avant de devenir le porte-parole du futur président.

«*Qu'est-ce qu'il a l'air jeune!*», répète souvent Daniel Cohn-Bendit, qui avait 23 ans en Mai 68. «*Il est de la génération de mes enfants*», s'amuse Jean-Paul Delevoye, 70 ans, ex-président du Conseil économique et social propulsé à la tête de la commission d'investiture d'En marche!. «*Il est plus jeune que mon fils*», ajoute le sénateur François Patriat, macroniste de la première heure, comme le député breton Richard Ferrand (qui, durant la campagne, n'a jamais perdu le fil avec Benoît Hamon), l'élu des Français de l'étranger Arnaud Leroy, le provençal Christophe Castaner, le médecin isérois Olivier Véran ou encore Corinne Erhel, autre bretonne, morte en animant son dernier meeting de campagne, vendredi 5 mai, et que beaucoup voyaient déjà chargée du numérique dans un futur gouvernement.

La différence d'âge n'a pas échappé à François Bayrou. Le tête-à-tête se passe au bar du



Emmanuel Macron marche vers la pyramide du Louvre pour célébrer sa victoire, le 7 mai. CHRISTOPHE ENA/AFP

LE MACRONISME, C'EST LA SYNTHÈSE ENTRE LE PRESQUE SEPTUAGÉNAIRE GÉRARD COLLOMB, MAIRE DE LYON, ET ISMAËL EMELIEN, 29 ANS, COMMUNICANT VENU D'HAVAS

Palais de Tokyo, le 23 février. Le patron du MoDem vient de rallier Emmanuel Macron, un soutien décisif alors qu'il traverse une passe difficile. La rencontre est filmée par l'équipe de Yann L'Hénoret, réalisateur du documentaire de 90 minutes filmé façon *war room*, que TF1 diffuse lundi 8 mai, au lendemain du second tour. «*J'ai essayé pendant des années, c'est ton tour, je te passe le flambeau*», lâche la figure du centrisme français, trois fois candidat à la présidentielle.

Un passage de témoin qui saute à pieds joints au-dessus d'une génération. Mais aussi une filiation, celle du centriste Jean Lecanuet, qui voulait mettre «*la France en marche*» en 1965, celle des «*deux Français sur trois*» de Valéry Giscard d'Estaing, de la «*politique autrement*» de Michel Rocard, de la troisième voie de Tony Blair : tous ces modèles dont a rêvé le patron du MoDem, mais aussi les orphelins de Dominique Strauss-Kahn, nombreux autour d'Emmanuel Macron aujourd'hui.

D'habitude, les présidents de la République ont une longue histoire, des épopées narrées comme des romans. Celle d'Emmanuel Macron a moins de vingt ans. Un temps proche de Georges Sarre, il est séduit en 2002 par les idées de Jean-Pierre Chevènement. Curieusement, ses amis sont incapables de se souvenir de disputes ou d'engagement enthousiaste lors du référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005. Il se rapproche pendant trois ans du Parti socialiste, cesse en 2009 de payer sa cotisation. La politique, il en parle en fa-

mille avec son épouse, Brigitte Trogneux, professeure de français, fille d'une famille de la bourgeoisie amiénoise conservatrice qui vend chocolats, dragées, macarons et œufs de Pâques à cacher au printemps dans les jardins. Sur la laïcité et d'autres sujets de société, ses avis sont souvent plus tranchés que ceux de son mari.

L'INDIVIDU AU CŒUR DE SA PENSÉE

«*Emmanuel s'est construit philosophiquement et pas politiquement. La lutte des classes, par exemple, n'est pas son sujet. Avec lui, Camus prend le dessus sur Marx*», décrypte l'économiste et communicant Robert Zardner, qui a lâché François Hollande pour lui. «*Il est influencé par cette idée, au cœur de la pensée de Paul Ricoeur, dont il a été l'assistant, que chacun porte une promesse et que le tout est de savoir comment l'accomplir*», confirme l'écrivain et Prix Goncourt Erik Orsenna, l'un de ses premiers confidentes politiques. L'individu est au cœur de sa pensée, dans une époque qui a renoncé aux grandes batailles collectives.

Le nouveau président est un social-libéral, comme disent les Anglo-Saxons. Soucieux d'aider les entreprises privées, d'assouplir le marché du travail et adepte de la flexisécurité à la scandinave. Ministre de l'économie de François Hollande de 2014 jusqu'à sa démission, le 30 août 2016, il s'est battu pour ouvrir à la concurrence des métiers réglementés comme le notariat, ou faciliter le travail du dimanche. Il n'a jamais de mots assez sévères pour la rente, les fonctionnaires ina-

movibles, les héritiers. « Je promeus une révolution du système, un changement du dispositif politique hérité de la croissance d'après-guerre », assure-t-il. Ce n'est pas un hasard si beaucoup des journalistes qui le suivent viennent de l'économie, et si, au départ, ce sont eux qui le comprennent le mieux.

Le macronisme a construit sa légende sur une colère et des blocages : celles qui ont saisi le jeune ministre en 2015, lors de la préparation et du vote de sa loi pour « la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » (autorisation du travail du dimanche, lancement des fameux « cars Macron »). Exaspéré par les attermolements de François Hollande et par les manœuvres de Manuel Valls lorsque, après avoir négocié jour et nuit sa loi pour « déverrouiller l'économie française », il a dû plier devant la décision de l'exécutif d'imposer l'adoption de sa loi à coups d'article 49.3, l'empêchant ainsi d'incarner cette « majorité d'idées » dont il a fait son viatique présidentiel. Coïncidence, les premières réunions d'En marche ! se tiennent boulevard Raspail dans les anciens locaux du... Sillon, de Marc Sangnier, ce fondateur du christianisme social dont François Bayrou mais aussi la revue *Esprit* – à laquelle Emmanuel Macron a longtemps collaboré – pourraient se dire les héritiers.

Ses adversaires ont beau jeu de pointer les contradictions de ce candidat qui a dit un jour « je suis socialiste », un autre « je ne suis pas de gauche », le troisième enfin, « nous sommes de droite ET de gauche ». Ils n'ont pas compris que c'est précisément ce « et en même temps », dont il va faire un gimmick de campagne, qui nourrit son succès. Pour eux, ce « et-et » signe le « creux » de son discours et le « flou » de son positionnement politique. Pour lui, c'est le gage d'une pensée « complexe ». « La preuve de son honnêteté intellectuelle », avance M^e Jean-Pierre Mignard, ami de François Hollande et avocat de *Mediapart*. Le fameux balancement circonstancié des plans de Sciences Po, disent les uns, le doute méthodique, celui de la seconde méditation de Descartes, préfèrent d'autres.

Les experts étaient convaincus qu'on ne ressusciterait jamais le vieux rêve français d'unité nationale, droite et gauche alliées, un mirage. « *Macron est-il en avance sur son époque? Alors que les partis sont néo-césariens, peut-on restructurer autour d'un homme? C'est peut-être jouable, mais je n'y crois pas* », expliquait, il y a quelques mois encore, Gérard Grunberg, politologue et spécialiste de la gauche, aussi sceptique que Pascal Perrianeau, l'ex-patron du Cevipof, le laboratoire de Sciences Po, cette école où Macron a fait ses classes. « *Ote-toi de l'esprit qu'il y a un espace. D'autres avant toi y ont sombré, Leca nuet, Barre plusieurs fois, et Bayrou* », prévenait aussi Thierry Pech, le patron du think tank du PS Terranova, et observateur bienveillant des débuts d'En marche !. « *La France est de droite mais les partis sont usés, répondait Emmanuel Macron. Si Les Républicains prennent le pouvoir et se renouvellent, ils feront les réformes et seront là pour dix ans. C'est maintenant qu'il faut se lancer.* »

« Je vais faire quelque chose... » « Je vais bouger »... Dès la mi-2015, il distille à quelques-uns son projet et son calendrier. « *Un samedi de juillet, il a organisé un déjeuner à Bercy pour nous dire: "Je vais y aller"*,

raconte son ami de prep'ENA et témoin de mariage Marc Ferracci. « *Son plan était déjà très élaboré* », ajoute ce spécialiste du droit du travail. « *Il m'a décrit toutes les étapes de son aventure et, hormis la date de son départ du gouvernement, reportée pour cause d'attentat à Nice, toutes ont été respectées* », se souvient aussi le conseiller d'Etat Didier Casas, 47 ans, directeur général adjoint de Bouygues Telecom. « *Hollande ne sera pas candidat, et je vais me présenter* », confie-t-il à Julien Dray. « *Je vais démissionner, mais je cherche la bonne date* », dit-il encore à Daniel Cohn-Bendit, après un débat sur l'Europe, le 25 juin 2016, à Sciences Po. Rien ne fuit. Peut-être parce que peu y croient ?

UN ENARQUE DU XXI^e SIÈCLE

On lui reproche son manque d'expérience. « *Le cursus honorum existait sous la Rome antique, il serait temps d'arrêter, non?* », rétorque le futur président dans un long entretien à *Challenges*, le 16 octobre 2016. « *Je n'aurai jamais ta vie, partir chaque jeudi soir à Tulle...* », avait glissé un jour le secrétaire général adjoint de l'Elysée à François Hollande. Le président avait conclu à tort que son jeune conseiller n'avait pas d'ambition politique. C'est plutôt qu'il n'a pas le temps de s'user dans les servitudes quotidiennes d'un mandat local. Pas envie, non plus, de connaître des défaites comme son ancien collègue et complice de l'Elysée Aquilino Morelle, trois fois candidat malheureux. « *L'argument qui consisterait à prétendre qu'il faut être élu pour connaître la France me paraît faux* », tranche le candidat.

Gagner du premier coup l'Elysée sans suivre le long parcours de ses aînés, c'est un nouveau défi pour celui qui, hormis un double échec au concours de Normale Sup, a toujours tout réussi. « *Il n'a pas assez éprouvé l'adversité* », s'inquiète déjà Laurent Berger. Le secrétaire général de la CFDT lui a d'ailleurs conseillé de témoigner davantage d'empathie à ceux qui souffrent et peinent. Le nouveau président n'a pas le passé épais de plusieurs de ses prédécesseurs. Il est le fils d'une génération qui a vécu sans guerre, ni chaude ni froide. Sa bataille? Faire un grand ménage dans la V^e République, ses partis, son fonctionnement. En marche ! est l'association de la vieille idée scout des volontaires et du logiciel produit par la start-up Liegey Muller Pons (LMP) – du nom de ses trois fondateurs strasbourgeois –, qui a pris le soin de compiler les quelque 25 000 questionnaires remplis auprès des Français par 4 000 militants, enregistrant soigneusement leurs préoccupations et les mots servant à les exprimer.

C'est un énarque du XXI^e siècle. En marche ! est un monde où l'on parle de « propals » plutôt que d'un programme, où se croisent des « helpers » (bénévoles) et des « référents », où seul le « boss » a droit à un titre. Lui appelle ses collaborateurs « les chouchous ». Emmanuel Macron est le premier président de la V^e République à être porté par un parti sans organigramme. Jetées aux oubliettes, ces formules clichés comme « grands commis de l'Etat », « haut fonctionnaire dévoué »... Dans le monde politique d'Emmanuel Macron, il n'y a pas de position établie, d'expert prédestiné. « *En marche! c'est le principe du "bottom up", ceux qui ont envie de participer peuvent le*

faire », décrit Hugues Renson, 39 ans, ancien conseiller de Jacques Chirac et candidat En marche ! aux législatives dans le 15^e arrondissement de Paris. Une grande liberté offerte à la base, même si, au sommet, décisions et communication restent ultra-verrouillées.

« *C'est sur le régalian que tu gagneras ou perdras* », le prévient un jour Didier Casas. « *OK, alors tu vas t'en occuper!* », rétorque Emmanuel Macron. « *Mais je vends des téléphones!* », réagit le DG adjoint de Bouygues Telecom. « *Tu trouveras les idées innovantes pour la machine de l'Etat* », conclut le leader d'En marche !.

Dans les premières réunions locales, Arnaud Leroy, 41 ans, député socialiste passé très tôt à EM !, découvre un public différent : « *Au PS, je m'étais habitué à ne voir que des têtes grises. Là, il n'y avait que des jeunes* ». Mais Emmanuel Macron ne reproduit pas les erreurs de Désirs d'avenir. Ségolène Royal avait cru que la « démocratie participative » devait produire des idées, elle s'était noyée dans un fatras de propositions qui avaient fini... dans de gros classeurs enfermés dans les placards de son QG du boulevard Saint-Germain.

Emmanuel Macron veut casser les codes de ses prédécesseurs, y compris avec les médias. « *Il y a toute une génération qui a entretenu une relation permanente avec la presse qui l'empêche aujourd'hui d'agir, nous confiait-il en août 2015. Quand on est aux manettes, il faut une distance, des moments de secret* ». On découvre au fil de la campagne que Michèle Marchand, la reine de la presse *People*, contrôle chaque photo du couple Macron. Paradoxes du candidat : avec sa femme habillée par Delphine Arnaud, la directrice générale adjointe de *Vuitton*, et ses belles-filles affichant leur blondeur sur toutes les « unes » des magazines, il propose un curieux mélange de communication sarkozyste et de modernité. Père et même grand-père « de cœur », dans une « filiation qui se conquiert », a-t-il lancé à Jean-Marie Le Pen, qui voulait lui contester le droit de « parler d'avenir » parce qu'il n'avait pas d'enfants.

CARNET D'ADRESSES

L'orgueil est le défaut – et la qualité – de ceux à qui le destin sourit toujours : Emmanuel Macron croit qu'il est capable de tout accomplir, différemment. Lorsque, en 2008, au sortir de l'inspection des finances, Alain Minc, conseiller de patrons, Serge Weinberg, financier, et l'avocat d'affaires Jean-Michel Darrois le recommandent à David de Rothschild, son ami Marc Ferracci s'inquiète : « *Tu sais qu'en devenant banquier, tu risques de te fermer un peu la porte de la politique?* » Il balaise l'avertissement d'un revers de main : il doit « *d'abord gagner de l'argent pour être indépendant* » et la banque d'affaires est un moyen de s'enrichir rapidement. Le « club Rothschild », comme on dit, a déjà nourri en son sein un futur président de la République, Georges Pompidou, et un président de l'Assemblée nationale socialiste. « *Il était fait pour le métier de banquier d'affaires, qui suppose qu'on sache se mettre dans les chaussures de son client* », confiait François Pérol au *Monde* en 2012.

Chez Rothschild, il offre de petits livrets littéraires à ses clients mais adopte usages

et *dress code* de la vingtaine d'associés gérants qui l'ont accueilli avec bienveillance. Lorsque, en 2012, François Hollande le nomme secrétaire général adjoint à l'Elysée, *Le Monde* lui consacre une page entière, comme pour les personnalités de premier plan. Sur la photo, il porte encore le costume à rayures en vogue à la City. « *Chez Rothschild, tu apprendras l'économie réelle* », l'avait encouragé l'économiste Philippe Aghion, professeur au collège de France. En un peu moins de trois ans, il apprend à maîtriser les « fusac » (fusion acquisition) mais vit aussi de l'intérieur la crise financière de 2008 et étoffe son carnet d'adresses. La liste de ses 2 000 contacts, copiée depuis son téléphone, a servi de base de données à la petite équipe chargée de la levée de fonds lors du lancement d'En marche !...

« *Je suis the limit* », disait Emmanuel Macron au début de son aventure. C'est le même sentiment d'invincibilité qui le pousse à rejoindre la foule des ouvriers de Whirlpool, à Amiens, le 25 avril. De son QG, sa petite troupe de stratèges, restée à Paris, suit en direct sur le compte Facebook d'En marche ! le dialogue houleux filmé par les caméras du candidat. La rencontre a mal commencé. Le candidat débat phrase à phrase, pied à pied. Deux heures plus tard, les insultes cessent. « *Il les a retournés!* », constate, épaté, un conseiller. « *That's the story of his life...* », lâche Imaël Emelien pour dire l'éternelle martingale de la chance, tout au long de sa vie.

« *Je pensais qu'il ne devait pas quitter le gouvernement. L'Histoire lui a donné raison, convenait Julien Dray au soir du premier tour. Ce n'est pas le lobby bancaire qui l'a construit, c'est lui qui a pris son petit couteau et a lancé son mouvement* ». Son couteau et son sourire ne sont pas ses seules armes. « *Les politiciens croient que l'action, c'est 90 % de réflexion stratégique et 10 % d'exécution. Je pense exactement l'inverse* », dit-il. Ministre de l'économie, en 2014, il a écarté sans état d'âme de la tête d'EDF, Henri Proglio, pourtant soutenu par une bonne partie de l'establishment et la franc-maçonnerie. L'année suivante, il imposait depuis Bercy une hausse de la participation de l'Etat au sein du capital de Renault, malgré la farouche opposition de Carlos Ghosn, le tout-puissant patron du constructeur automobile.

« *Je ne peux pas garder l'Europe telle qu'elle est* », promettait Emmanuel Macron dans *Le Parisien* du 5 mai, oubliant le « nous » en vigueur à En marche !. La scénographie de sa longue marche, le soir de la victoire, autour de la pyramide du Louvre, rappelait celle de François Mitterrand au Panthéon. Il y a cependant une différence avec le président de mai 1981 : le nouveau chef de l'Etat amorce son quinquennat sans aucun état de grâce. « *Macron a un côté maréchal d'Empire, comme ces jeunes gens énergiques qui ont conquis le monde quand ils n'avaient pas 30 ans* », lance dans un sourire un haut fonctionnaire, rappelant que le futur président a un an de moins que Louis Napoléon Bonaparte en 1848, lors de la première élection présidentielle de l'Histoire de France. « *Et il reste une interrogation : personne ne sait ce qu'il va faire...* » ■

RAPHAËLLE BACQUÉ
ET ARIANE CHEMIN

Sur TF1, un documentaire pour retracer cinq mois d'une campagne victorieuse

ON A L'IMPRESSON qu'Emmanuel Macron va finir par embrasser l'écran. Ce jour-là, il suit à la télévision la conférence de presse de François Bayrou, qui lui apporte son soutien. « *Il fait ça très bien* », susurre-t-il avec un brin d'émotion en n'arrétant pas d'ajuster sa fine cravate noire. Quelques instants plus tôt, le candidat d'En marche ! a annoncé à son équipe de campagne que le président du MoDem allait appeler à voter pour lui dès son premier tour. « *Ça ne sort pas d'ici* », lance-t-il à son staff, alors que quelqu'un pianote déjà sur son téléphone portable. Plus tard, on voit M. Macron dicter sa déclaration à l'Agence France-Presse (AFP) après l'intervention de M. Bayrou.

Ces scènes sont extraites d'*Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire*, un documentaire sans voix off de 90 minutes que devait diffuser TF1 lundi

8 mai à 21 heures. Pendant cinq mois, Yann L'Hénoiret a suivi avec une caméra Emmanuel Macron, qui portait en permanence un micro-cravate. Le réalisateur, à qui l'on doit le film *Dans l'ombre de Teddy Riner* (2016), a obtenu du candidat de pouvoir capter tous ses faits et gestes. Seuls les moments privés ont échappé à son regard. *Le Monde* a pu visionner vingt-cinq minutes de ce film dont le montage ultime a été effectué dans la nuit de dimanche à lundi.

On y découvre un Emmanuel Macron détendu, calme et déterminé. Alors que Paris bruisse de rumeurs après que François Fillon a annulé sa visite au Salon de l'agriculture en raison de l'annonce probable de sa mise en examen, M. Macron ne semble pas perturbé par un possible renoncement du candidat désigné par la primaire de la droite. « *Il ne renoncera pas* », assure-t-il, pendant

que son entourage s'agite. Quelques minutes avant le début du débat qui oppose les cinq principaux postulants à l'Elysée, le 20 mars, M. Macron plaisante, mimant un combat de boxe dans sa loge. A deux semaines du premier tour, il est plus grave. « *Mes enfants, il reste quinze jours* », commence-t-il en badinant avant de marteler : « *Ça doit vibrer, on peut se faire déballonner* ». « *On a trois programmes à pionner* », particulièrement celui de Jean-Luc Mélenchon, précise-t-il.

La trajectoire d'un homme
Le spectateur assiste à tous les moments-clés de la campagne : du renoncement de François Hollande jusqu'à la victoire finale, en passant par la gestion de ses déclarations contestées sur La Manif pour tous ou celles sur la colonisation.

Ce n'est pas la première fois qu'un candidat est suivi tout au long de sa campagne par une caméra de télévision. Raymond Depardon l'avait fait avec Valéry Giscard d'Estaing (1974, *une partie de campagne*). Yann L'Hénoiret s'est inspiré du film *The War Room*, réalisé en 1993 par Chris Hegedus et Donn Alan Pennebaker, sur l'ascension de Bill Clinton.

Mais *Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire* est novateur à bien des égards. C'est la première fois qu'un film de campagne est diffusé aussi rapidement – il aura fallu attendre près de trente ans pour voir celui sur Giscard. Le candidat d'En marche ! n'a pas eu de droit de regard sur le montage. En revanche, pendant le tournage, il pouvait couper son micro-cravate à tout instant, « *ce qu'il n'a jamais fait* », assurent les équipes de production.

Au départ, il ne s'agissait pas de faire un film politique, mais de raconter la trajectoire d'un homme qui n'était pas le favori de cette élection. Les circonstances ont fait de cette coproduction entre Troisième œil Productions et Black Dynamite Production un document exceptionnel. Seules 1% des prises de vues ont été utilisées. Les rushes pourraient être remontés pour une autre version. La production est en discussion avec Netflix pour un format plus long.

Le documentaire actuel sera rediffusé mardi 9 mai à 20 heures sur LCI. Commencé alors qu'aucun diffuseur n'était prévu, *Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire* avait été proposé à toutes les chaînes. En acceptant la première le projet, TF1 a réussi un très beau coup. ■

JOËL MORIO

La plupart des responsables politiques ont tenté, dès dimanche soir, de se poser en premier adversaire du nouveau président de la République

Face à Macron, la bataille pour prendre la



Marine Le Pen, lors de son discours après le second tour, à Paris, le 7 mai. CHARLES PLATIAU/REUTERS



Dominique de Villepin, François Baroin et Nicolas Dupont-Aignan, sur France 2. CHRISTOPHE RUSSEL/FTV

Marine Le Pen se heurte à des critiques internes

Il n'est pas facile d'habiller une défaite des apparences de la victoire. C'est pourtant ce qu'a tenté de faire Marine Le Pen, dimanche 7 mai, dans les minutes qui ont suivi l'annonce de l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.

La candidate du Front national n'a obtenu que 33,94% des voix contre son adversaire du mouvement En marche!, mais elle a gagné 3 millions de voix entre les deux tours, totalisant un score jamais atteint de plus de 10,6 millions de suffrages exprimés. La présidente « en congé » du FN a eu beau jeu de souligner le caractère « historique et massif » de son résultat, qui a, selon elle, « désigné l'alliance patriotique et républicaine » qu'elle forme avec le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, « comme la première force d'opposition au projet du nouveau président ».

Une manière de marteler que le parti d'extrême droite aurait franchi, grâce à elle, un nouveau palier, après avoir dominé la plupart des élections intermédiaires depuis la dernière présidentielle. Mais aussi

de tenter de faire oublier que l'objectif affiché jusqu'au bout de la campagne était de gagner, promesse initiale du « marinisme ».

« Notre progression est importante. On aborde les élections législatives avec Marine Le Pen en tant que cheffe naturelle de l'opposition, avance Nicolas Bay, secrétaire général du parti. La droite s'est discréditée en appelant à voter Macron, elle est en pleine déconfiture. »

« La tsarine et son Raspoutine »
« On est seuls contre tout le monde. Même [Barack] Obama a appelé à voter contre nous, remarque Philippe Olivier, conseiller et beau-frère de la candidate. Emmanuel Macron est un président élu par défaut. Le système a muté pour se survivre. Nous avons vocation à être la première force d'opposition. »

Mais le score obtenu par la candidate du parti d'extrême droite ne répond pas aux attentes exprimées par certains frontistes pour pouvoir regarder M. Macron droit dans les yeux. Jeudi, la députée de Vaucluse Marion Maréchal-Le Pen affirmait encore : « L'objectif, c'est la victoire, et, à défaut, [un score

de] 40% nous positionnerait particulièrement bien pour être l'opposition, ou peut-être même la majorité, dans cette Assemblée. Le compte n'y serait donc pas. »

Car, malgré les satisfecit et les ambitions affichées sur les plateaux de télévision, c'est une autre histoire qui semble s'écrire en coulisse. « C'est une catastrophe. On paye un programme qui a fait fuir la droite », se lamente un élu important du sud de la France, qui dénonce « la stratégie menée depuis trois ou quatre ans de lancer des appels à gauche, alors que la gauche ne votera jamais pour nous ». Pour lui, le principal responsable de cet échec est le vice-président du FN, Florian Philippot. « Pour le moment, c'est en "off". Après les législatives ça ne sera plus en "off". Je ne continuerai pas à défendre un mouvement avec des idées auxquelles je ne crois pas », prévient-il.

Un ressentiment que Marion Maréchal-Le Pen a pour sa part exprimé en des termes choisis, réclamant une « réflexion » pour la suite. « Il y a forcément une part de déception, ce serait malhonnête de dire le contraire, a-t-elle estimé

« Je ne continuerai pas à défendre (...) des idées auxquelles je ne crois pas », prévient un élu du sud de la France

sur France 2. Il y aura des leçons à tirer, positives, quand même, et peut-être plus négatives. » Et la députée de souligner à propos de la proposition controversée de sortie de l'euro, « l'un des sujets d'inquiétude pour les Français », que sa tante n'avait adapté sa position que « tardivement » pour essayer de rassurer les électeurs. « Le combat immédiat du FN, c'est d'éviter que M. Macron ait les mains totalement libres », a ajouté la jeune femme, qui s'interroge de plus en plus sur sa candidature aux élections législatives de juin. « Marion a deux possibilités : se soumettre ou se démettre », assure un membre de son entourage, laissant entendre que c'est la seconde possi-

bilité qui serait la plus probable. Pas question, donc, de monter au front contre « la tsarine et son Raspoutine », Marine Le Pen et Florian Philippot.

Changement de nom

L'entourage de Marion Maréchal-Le Pen est pourtant très remonté contre la tonalité de la campagne présidentielle : « On a oublié certains thèmes : la famille, l'identité, la sécurité. Et Marine Le Pen a raté ce qui devait être son grand moment, le débat. C'était comme le naufrage du PSG contre le Barça », grince un soutien de la députée. Marine Le Pen se voit aussi reprocher « les erreurs stratégiques, le manque d'organisation, la paranoïa, l'incapacité à s'entourer ». « C'est une défaite personnelle pour elle. Elle doit passer la main », estime un bon connaisseur de la candidate. Fermez le ban.

Comme au lendemain des élections régionales de 2015, à l'occasion desquelles Marine Le Pen avait annoncé le lancement de « comités bleu marine » qui n'ont jamais vu le jour, la cheffe de file du FN a promis à ses troupes de

prendre une initiative pour ouvrir davantage son parti. « Je proposerais donc d'engager une transformation profonde de notre mouvement afin de constituer une nouvelle force politique », a-t-elle lancé dimanche soir.

L'ancienne habituelle d'un changement de nom, qui occupe les débats depuis des années lorsque le parti réfléchit à adapter sa stratégie, est revenue par la voix de Florian Philippot, pour qui le Front national « n'aura plus le même nom ». « Il faut que le FN se renouvelle profondément, il a déjà commencé. L'alliance avec Nicolas Dupont-Aignan montre un changement total de psychologie, estime Philippe Olivier. Il y aura un congrès, je pense que le FN changera de nom, que les pratiques changeront. » Pour Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du parti, « cette question dépend du congrès, pas de Marine Le Pen ou de Florian Philippot ». Le rendez-vous, prévu pour fin 2017 ou début 2018, devrait être l'occasion de solder les comptes. ■

OLIVIER FAYE
ET ABEL MESTRE

Une droite en désordre se lance dans la campagne des législatives

Se projeter vers l'avenir plutôt que s'appesantir sur ce second tour auquel ils ont assisté en spectateurs. Dimanche 7 mai, deux semaines après l'élimination de leur candidat, François Fillon, les responsables de la droite ont passé quelques minutes à accorder leurs félicitations républicaines au nouveau président. Mais ils ont surtout consacré une grande partie de la soirée à évoquer les législatives.

Chef de file du parti Les Républicains (LR) pour le scrutin de juin, François Baroin a aussitôt projeté son camp dans la prochaine campagne. « La mère des batailles, ce sera la bataille des législatives », a-t-il estimé sur France 2, en se disant « évidemment dans l'opposition ». Avant de critiquer Emmanuel Macron et ses soutiens : « Ils sont en marche vers l'ambiguïté.

Nous, nous sommes en ordre vers la clarté. » Un discours offensif et mobilisateur, destiné à souder les troupes après une élection chamboule-tout qui angoisse une partie de la droite. La volonté de recomposition du nouveau président pourrait attirer des personnalités de LR, tentées par une expérience gouvernementale dont elles rêvent depuis cinq ans.

Histoire de contenir les siens, M. Baroin a répété que ceux qui rejoindraient M. Macron dans un gouvernement ou qui iraient faire campagne sous les couleurs d'En marche! s'excluraient « de fait » de « la famille » politique et auraient des candidats LR face à eux en juin. Un message destiné en particulier à Bruno Le Maire, qui a offert ses services à M. Macron dès dimanche soir. « Je suis depuis des années à droite. Mais je peux tra-

vailler dans une majorité de gouvernement » autour du nouveau président, a déclaré le député LR de l'Eure, sur TF1.

« Entre une logique partisane et une logique d'intérêt général, mon choix est fait depuis très longtemps », a-t-il insisté, appelant à « constituer une majorité de gouvernement pour faire ces réformes qui n'ont pas été faites depuis vingt ans », notamment la réforme du marché du travail, la transformation du système éducatif et la refondation de l'Europe.

Sans se dire prêt à travailler avec M. Macron, le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Christian Estrosi a aussi tenu des propos positifs à l'égard du nouveau président, dont il « souhaite la réussite, pour la France ». Et il a pris le contre-pied de M. Baroin. « Les législatives ne peuvent pas

être une revanche », a-t-il déclaré, en se montrant opposé à des sanctions contre ceux qui rejoindraient En marche!. « Lorsque j'entends parler d'exclusion, je rappelle qu'il faut d'abord rassembler. »

« Soutien vigilant » de l'UDI

Dans l'immédiat, l'objectif de la plupart des ténors de LR consiste à mobiliser pour le scrutin des 11 et 18 juin, afin d'avoir la majorité à l'Assemblée et d'imposer une cohabitation. Ou, au moins, d'obtenir le plus gros groupe de députés.

Dans cette optique, plusieurs dirigeants, dans la foulée de M. Baroin, se sont inscrits dans l'opposition à M. Macron. « Pour la droite, l'heure n'est ni à la démission ni à la compromission. L'alternance est encore possible », a affirmé le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, re-

joint par le secrétaire général de LR, Bernard Accoyer : « Tout commence avec les législatives. »

Même Alain Juppé, qui incarne une droite modérée théoriquement compatible avec M. Macron, a appelé son camp à livrer bataille pour le scrutin de juin. Sans se jeter dès maintenant dans les bras du nouveau chef de l'Etat. « Les candidats de la droite et du centre présenteront une plate-forme qui, je l'espère, permettra de rassembler largement les différentes sensibilités de notre famille ; et je les soutiendrai », a déclaré le maire de Bordeaux.

Nathalie Kosciusko-Morizet a, elle aussi, exclu toute alliance avec M. Macron avant les législatives. Condamnant l'attitude de Bruno Le Maire – « Je suis un peu surpris que des personnalités au soir du second tour basculent comme ça » –,

la députée de l'Essonne a toutefois répété qu'elle pourrait voter des mesures de M. Macron si ce dernier ne disposait pas de la majorité absolue. « A l'Assemblée, on est là pour construire. »

Même attitude d'ouverture de la part du président de l'Union des démocrates et indépendants, Jean-Christophe Lagarde : « Si cela va dans le sens des réformes indispensables à la France, nous apporterons un soutien vigilant. » Un discours jugé trop coopératif par le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, pour lequel « rien ne serait pire que la construction d'une majorité d'intérêt et de circonstance ». Si la droite a déjà lancé la campagne des législatives, la bataille de positionnement en interne a elle aussi déjà démarré. ■

MATTHIEU GOAR
ET ALEXANDRE LEMARIÉ

tête de l'opposition



Jean-Luc Mélenchon, à Paris, le 7 mai. NICOLAS MESSYASZ/SIPA



Benoît Hamon, à Paris, le 7 mai. ISA HARSIN/SIPA

Mélenchon estime pouvoir obtenir une majorité à l'Assemblée

Le PS ne sait plus à quel saint se vouer

Oubliée l'amertume de la défaite du premier tour de la présidentielle. C'est un Jean-Luc Mélenchon offensif qui s'est présenté, dimanche 7 mai, après l'annonce de l'élection d'Emmanuel Macron à l'Elysée.

Le chef de file de La France insoumise, qui a réuni 19,58 % des voix le 23 avril, a attendu que le nouveau président de la République ait pris la parole pour lui-même s'exprimer. Son but : incarner l'opposant numéro un au nouveau chef de l'Etat lors des législatives qui se tiendront les 11 et 18 juin.

Dans une courte déclaration réalisée depuis son siège de campagne, près de la gare du Nord à Paris, le député européen a pris « acte sans barguigner » de la victoire du candidat d'En marche ! avant de décocher ses flèches. La première est réservée à François Hollande, qui représente à ses yeux « la présidence la plus lamentable de la V^e République ». Vient le tour de Marine Le Pen, qui termine « troisième de ce deuxième tour après M. Macron, les abstentions, les bulletins blancs et nuls » — une façon pour M. Mélenchon de légitimer son absence de consigne de vote lors de l'entre-deux-tours. Enfin, le leader de La France insoumise s'est attaqué au programme du « nouveau monarque présidentiel », le résumant à quelques mots : « La guerre contre les acquis sociaux du pays et l'irresponsabilité écologique. »

Après lui, ses lieutenants se sont employés à affaiblir la portée de la victoire de celui qui est arrivé largement en tête du second tour, avec 66,06 % des suffrages. « J'affirme ici sans manquer de respect à M. Macron qu'il est minoritaire dans le pays (...), et malheur à celui qui croit utiliser cette V^e République autoritaire pour imposer des choses que les Français ne veulent pas », a prévenu Alexis Corbière, porte-parole de M. Mélenchon, sur France 2. « L'abstention explose. Les bulletins blancs et nuls n'ont jamais été aussi nombreux. Ce pouvoir est fragile », a tweeté Charlotte Girard, responsable du programme de La France insoumise.

Concurrence fratricide
Jean-Luc Mélenchon entend désormais se rappeler au bon souvenir de celui qu'il avait qualifié, le 29 avril, de représentant de l'« extrême finance ». Cap sur les législatives pour l'ancien socialiste. « Après un vote de refus et de peur, le moment est venu d'un choix positif, le choix d'un avenir en commun », a-t-il déclaré. L'ex-candidat a appelé les « 7 millions de personnes » qui ont voté pour lui au premier tour de la présidentielle à rester « regroupées ». « Fédérez-vous », a-t-il intimé à plusieurs reprises avant de lancer : « A notre appel, le 18 juin, deuxième tour des législatives, notre résistance peut gagner la bataille. Je vais m'y employer avec vous de toute mon énergie. »

Les laborieuses négociations entre La France insoumise et le PCF doivent être bouclées d'ici à mercredi

Pour Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof, le message est clair : « Montrer que le vrai patron à gauche, c'est lui. » « Une nouvelle majorité parlementaire est possible autour de nous », a martelé M. Mélenchon. Ce dernier n'a pas précisé s'il sera lui-même ou non candidat aux législatives, mais il devrait dévoiler ses intentions mercredi au plus tard. D'ici là, les laborieuses négociations avec le Parti communiste (PCF) devront avoir été bouclées. La date butoir a été fixée à mardi. Un accord entre les deux alliés de la présidentielle est cependant loin d'être fait et l'hypothèse de les voir se présenter séparément dans une concurrence fratricide n'est pas à écarter.

La France insoumise veut imposer une charte qui contient un cadre commun (visuel et programmatique), une association de financement unique et une discipline de vote, ce qu'a refusé le PCF. Il est désormais question de désistements réciproques limités. Mais l'ambiance n'est pas à la concilia-

tion. Jeudi, le mouvement de M. Mélenchon a menacé de poursuivre en justice les candidats communistes qui utilisent son image sans disposer de son soutien. Dimanche soir, une rencontre était évoquée pour lundi mais n'était pas encore calée. « Ou bien nous faisons preuve d'intelligence collective et on peut construire un groupe parlementaire, ou bien nous serons en situation de concurrence et tout ça ne fera pas de députés », met en garde Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

Vendredi, David Cormand, secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts, a, quant à lui, annoncé avoir essuyé une fin de non-recevoir à sa proposition d'alliance. « Si La France insoumise restait sur cette position, ce serait une faute politique grave, ce serait faire la politique du pire, déplore-t-il. Sans rassemblement, cela fera le jeu des députés de Macron et de droite. » Une stratégie qui s'inscrit cependant dans la droite ligne de la présidentielle, où M. Mélenchon voulait non pas « rassembler la gauche » mais « fédérer le peuple contre l'oligarchie » pour prendre en tenailles le PS avec M. Macron.

Comme le résume Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP : « Mélenchon va chercher à tuer tout ce qui est à sa gauche et à sa droite, du PS au PCF en passant par EELV, pour apparaître comme la seule force de gauche. » ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

Jusqu'à quand pourront-ils tous faire maison commune ? Les socialistes sont entrés en cohabitation avec eux-mêmes, après l'élection à la présidence de la République d'Emmanuel Macron, dimanche 7 mai. Après avoir vu son candidat, Benoît Hamon, balayé au premier tour, le Parti socialiste ne se présente plus au pays divisé, mais écartelé. Et les législatives, dans un mois, risquent de signer définitivement son éclatement.

Il suffisait pour s'en convaincre d'écouter les déclarations de plusieurs responsables du parti, dimanche soir, pour mesurer à quel point la victoire de l'ex-conseiller de François Hollande montre que ces soi-disant camarades ne sont plus sur la même longueur d'onde depuis longtemps. Signe de l'embaras qui saisit le PS, seuls étaient présents sur les plateaux de télévision les socialistes « macron-compatibles », ses détracteurs ayant préféré rester discrets.

Désormais, plusieurs positionnements coexistent au sein du PS face à la nouvelle page politique ouverte par Emmanuel Macron. Il y a les socialistes qui, comme Jean-Marie Le Guen, veulent « s'inscrire complètement dans la majorité présidentielle » du nouveau chef de l'Etat. « Je ne suis pas de ceux qui vont aller dans l'opposition », a expliqué le secrétaire d'Etat chargé de la francophonie. Sa ligne rejoint celle de Manuel Valls, qui, avant même le premier tour de la présidentielle, avait fait mouvement vers le fondateur d'En marche !.

A l'opposé, figure la ligne de Benoît Hamon. Dimanche soir, quelques minutes après l'annonce des résultats, le député des Yvelines s'est inscrit clairement dans l'opposition à venir, en appelant à une « union à gauche » aux législatives, incluant des écologistes comme Cécile Duflot et Yannick Jadot, mais aussi des communistes et, s'il le désire, Jean-Luc Mélenchon. Sacrée gageure, surtout en ce qui concerne le dirigeant de La France insoumise.

« Perspectives ouvertes »

Mais la ligne de M. Hamon n'est pas celle de son parti. Mardi 9 mai, le PS doit présenter son programme pour les législatives. Établi par son premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, et par le ministre de l'Agriculture et proche de François Hollande, Stéphane Le Foll, cet ensemble gomme largement les idées portées par l'ancien candidat pendant la campagne, pour y préférer des propositions très proches de celles du nouveau président. « Il y a des perspectives ouvertes dans l'élection d'Emmanuel Macron et on doit être capable d'y participer », a reconnu, dimanche soir, M. Le Foll.

Après un quinquennat rythmé par le bras de fer entre sa majorité et ses frondeurs, voici la Rue de Solferino divisée entre au moins trois lignes de conduite : collaborer pleinement avec le pouvoir, agir au cas par cas selon les réformes, ou s'y opposer sans détour. C'est la balkanisation du PS. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Marine Le Pen et la tentation du père

La candidate du FN, qui jouait la victoire, a renoué avec certaines erreurs commises par Jean-Marie Le Pen

RÉCIT

Maudit débat». Frédéric Chatillon ne parle pas aux journalistes en règle générale. Il a, en revanche, pris l'habitude de livrer états d'âme et commentaires sur son compte Facebook, dont les messages sont parfois publics.

Deux jours avant le verdict de l'élection présidentielle, qui a vu Marine Le Pen perdre son duel de second tour contre Emmanuel Macron, avec 33,94 % des voix, l'ancien chef de file du GUD, un groupuscule étudiant d'extrême droite radicale, a voulu rendre hommage à la candidate du Front national (FN), dont il est un intime depuis près de trente ans.

«J'ai eu la chance et l'honneur de travailler pour la campagne présidentielle de Marine, écrit le patron de la société Riwal, qui a été salarié de la campagne lepéniste. Ces mois passés à ses côtés ont été d'une grande intensité, joyeux et passionnants. Je peux vous l'affirmer, au-delà de l'amitié que je lui porte, Marine est une femme formidable.»

Un mélange de mélancolie et d'amertume se lit entre les lignes. La défaite est devenue inéluctable depuis la prestation ratée de la patronne du FN lors du débat d'entre-deux-tours contre le candidat d'En marche!

Frédéric Chatillon tient à répondre aux voix critiques. «J'ai bien évidemment lu tous les messages dépités de ceux qui n'ont pas compris sa stratégie lors du débat de mercredi soir. Mais peut-on résumer la vie politique de Marine à ce débat?, interroge l'ancien gard. Elle nous a fait rêver, elle nous a amenés à des niveaux électoraux que personne n'osait imaginer atteindre et aujourd'hui certains se permettent de la juger, même de l'insulter parce qu'elle n'a pas répondu à leurs attentes lors de ce maudit débat. Je trouve ça totalement injuste et disproportionné.» Les «like» tombent en signe d'approbation.

Dans les commentaires, certains sympathisants souffrent pour leur championne, comme on plaindrait un footballeur qui a raté un tir au but en finale de la Coupe du monde. D'autres se montrent plus durs. «Roger Sartet», qui a illustré son profil avec une photo du jeune Alain Delon, se lamente: «Marine a été performante toute la campagne et notamment sur TF1 juste avant le débat. C'est pourquoi je m'interroge sur sa prestation. Je suis le FN depuis 1985, et là j'avais l'impression de retrouver son père qui n'a jamais voulu du pouvoir et faisait toujours, volontairement, un pas de travers dès qu'il s'en approchait.» Nous y voilà.

Six ans après son accession à la tête du FN, «Marine» serait devenue «Le Pen». Celle qui a promis, lors du congrès de Tours, en 2011, de mener la génération des «bâtisseurs» au pouvoir, prenant la suite des «éveilleurs» conduits par Jean-Marie Le Pen, se contenterait du costume d'opposante en chef, bien plus confortable que celui de chef tout court.

LE «DRAME ABSOLU» DU DÉBAT

La jouissance des propos d'estra-
trade, plutôt que le poids des déci-
sions. N'a-t-elle pas dansé, tout
sourire, avec ses militants, di-
manche, peu après l'annonce de
la défaite?

Sa prestation lors du débat du
3 mai, qualifiée de «drame ab-
solu» par certains au sein du parti
lepéniste, est vue comme une ta-
che qui risque de rester imprimée
pendant des années sur l'image
de la députée européenne.

Ses attaques répétées, son
agressivité, ses lacunes sur le
fond de certains dossiers ont
frappé les esprits. Selon un son-

Marine Le Pen a reconnu sa défaite dans un discours au Chalet du lac, au bois de Vincennes, à Paris, le 7 mai.

PASCAL ROSSIGNOL/
REUTERS



dage Ipsos, la grande majorité des électeurs (62 %) de François Fillon comme de Jean-Luc Mélenchon au premier tour ont déclaré que l'attitude de la présidente «en congé» du FN lors du débat les avait «inquiétés».

Ce moment de campagne jette un jour cruel sur la stratégie de la candidate, qui a godillé entre quête de professionnalisme et retour aux bonnes vieilles méthodes frontistes.

La rentrée de septembre 2016, augurait pourtant d'un renouveau. Lors d'un déjeuner en petit comité, Marine Le Pen, en retrait de la scène médiatique depuis plusieurs mois, fixe alors le cap de sa deuxième campagne présidentielle.

«Je n'aborde pas cette élection dans le même état d'esprit que la dernière fois, dit-elle. En 2012, je venais d'être élue à la tête du FN. J'étais plus la candidate du FN, j'avais des preuves à faire.» Notamment vis-à-vis de son père, qui se montrait encore omniprésent, allant jusqu'à lui prodiguer des conseils pour qu'elle articule mieux en prononçant ses discours.

L'année 2017 arrive et la benjamine de la fratrie Le Pen ne supporte plus qu'on parle d'elle comme de «la fille de Jean-Marie Le Pen». Une marque de sexisme, selon elle. L'exclusion du vieux chef, en 2015, doit lui permettre de se dissocier définitivement du «diable de la République». Et de franchir un palier dans l'opinion.

«Jean-Marie Le Pen subordonne notre relation père-fille à une relation politique, déplore-t-elle devant des journalistes réunis dans un salon des Invalides, en octobre, à l'occasion des 50 ans de l'hebdomadaire Valeurs actuelles. Or, je ne ferai plus jamais de politique avec lui. C'est mon père, je l'aime, mais c'est un homme qui a beaucoup de défauts, et aussi beaucoup de qualités.» Plus question de trouver des excuses à ses incartades flirtant avec l'antisémitisme ou l'homophobie.

Pour cette campagne, la «génération Marine» se positionne aux postes de commande. Certains essayent d'écrire l'histoire d'une équipe forcément joyeuse et dynamique, de celles qui préfigurent les victoires, en affichant des photos des uns et des autres sur les murs du siège de campagne,

La candidate a godillé entre quête de professionnalisme et retour aux vieilles méthodes frontistes

«l'Escale», dans le 8^e arrondissement de Paris. Une attention surtout destinée aux visiteurs de passage que sont les journalistes, invités à l'inauguration du siège, le 16 novembre.

Florian Philippot, le bras droit à l'influence tant décriée, est représenté sous les traits d'un James Bond. On revoit apparaître dans l'album de famille Philippe Olivier, le beau-frère de Marine Le Pen, qui était parti dans les bagages de Bruno Mégret en 1999, et a profité de l'exclusion de Jean-Marie Le Pen pour retrouver une place dans le premier cercle.

ESPRIT D'APAISEMENT

Jean-Lin Lacapelle, le vieux camarade revenu pour mettre de l'ordre dans les fédérations frontistes, est lui aussi punaisé sur le mur, tout comme son ami Louis Aliot, compagnon de la candidate. Le maire de Fréjus (Var) David Rachline a, pour sa part, été bombardé directeur de campagne. Le symbole du début d'enracinement territorial du FN, une différence stratégique majeure par rapport à Jean-Marie Le Pen, qui ne misait que sur les scrutins nationaux.

Le début de la campagne est aussi l'occasion de présenter de nouveaux visages. Jean Messiha en est un. Cet énarque est le porte-parole des «Horaces», un cercle de hauts fonctionnaires et d'experts anonymes qui conseille la candidate. Une armée de l'ombre dont il est impossible de vérifier le nombre de membres ou leur pedigree, mais qui est censée convaincre de la capacité du FN à exercer le pouvoir.

Cela n'empêche pas la candidate de présenter un chiffre bien moins détaillé de son programme qu'en 2012. Et de sembler parfois hésiter sur le montant des économies qu'elle entend réaliser une fois arrivée au pouvoir.

Tout est question d'image, pourtant, assure-t-on au FN. Au pays d'Eric Zemmour et d'Alain Finkelkraut, d'Emmanuel Todd et de Michel Onfray, les idées véhiculées par le parti sur la souveraineté, l'identité ou encore l'immigration seraient majoritaires. Pas besoin de se renouveler sur le fond pour convaincre.

«Les grandes lignes ne changeront pas» en comparaison de la précédente présidentielle, résumait Marine Le Pen en septembre 2016. La présidente du FN assurait même, à propos de sa proposition décriée d'une sortie de l'euro, que «la perception change par rapport à 2012».

Non, dans cette campagne, la stratégie développée par le FN vise à toucher le ressenti des électeurs. «L'objet de cette présidentielle, c'est de dissiper les malentendus, de montrer Marine sous un autre jour», explique Bruno Bilde, l'un des plus proches conseillers de la présidente du parti. En clair, de convaincre que la formation d'extrême droite ne serait pas un parti raciste ou clivant, enclin à semer la «guerre civile», comme l'a dit l'ancien premier ministre Manuel Valls.

Dans des esprits d'apaisement, Marine Le Pen multiplie les initiatives. Elle déclare, en septembre, sur le plateau de TF1, que l'islam est, selon elle, «compatible» avec la République, prenant à rebrousse-poil une partie de son camp. Elle participe, en octobre, à l'émission «Une ambition intime», de Karine Lemarchand, sur M6, l'occasion pour elle de se confier devant près de 4 millions de téléspectateurs sur sa passion pour la botanique ou son passé difficile de mère célibataire.

Elle publie un tract, en février, qui reprend les codes des magazines féminins pour présenter son parcours aux électeurs, et surtout aux électrices. Enfin, elle amende quelques points clivants de son programme, enlevant, par exemple, la proposition de rétablir la peine de mort.

Dans les travées du centre de congrès de Lyon, le 4 février, où la candidate tient ses «assises présidentielles», Philippe Olivier résume la situation. «L'idée du programme, ce n'est pas de créer des fractures idéologiques avec une vision fermée. Ça ne veut pas dire

qu'on change d'identité, mais il y a des signaux qui obscurcissent l'ensemble du débat, explique le conseiller. Nous n'avons pas changé. Ce qui était scandaleux avant ne l'est plus. Les dérapages, c'est fini, on ne fait pas du scandale pour faire du scandale. On fait un programme de gouvernement.» Une promesse qui n'a pas résisté à l'épreuve des sondages déclinants.

Malgré les attentats à répétition, la crise des migrants, la déconfiture des partis de gouvernement et les affaires d'argent de François Fillon, la cote de la candidate frontiste s'érode petit à petit au cours de la campagne.

Certains paraient pourtant sur la réussite du couple formé par le durcissement de l'actualité et l'apaisement de la candidate: «Ça peut être fromage et dessert», espérait-on dans son équipe. Las, l'heure n'est plus à rassurer, mais à rassembler la base. Comme dit l'ancien félon Bruno Mégret, «elle a fait une campagne de second tour au premier tour, ce qui est une erreur classique et magistrale».

Pour son premier grand meeting de campagne à Nantes, le 26 février, la candidate pose donc les fondations de ce qui va devenir une virulente campagne contre le «système», c'est-à-dire contre ses adversaires politiques, la justice et les médias. La présidente du FN est mise en cause dans de multiples affaires, dont les emplois présumés fictifs d'assistants frontistes au Parlement européen, qui auraient entraîné un préjudice de près de cinq millions d'euros à l'institution de Strasbourg.

VIEUX DÉMONS

Chaque discours est l'occasion de s'attaquer à ce «système», mais aussi de s'en prendre à l'immigration, dans la plus pure tradition frontiste. L'apothéose est atteinte au Zénith de Paris, le 17 avril, lors d'un meeting à l'occasion duquel elle réclame un moratoire pur et simple sur toute immigration légale ou illégale.

Une stratégie offensive, fondée sur un ou deux sujets forts et martelés sans cesse, que la présidente du FN va mener aussi lors de l'entre-deux-tours face à Emmanuel Macron, dépeint comme un simple banquier aux ordres de la finance mondialisée, incapable

LE BILLET

«Le Monde» et le FN

Le Front national avait choisi d'exclure certains médias, français et internationaux, de la soirée qu'il organisait dimanche 7 mai pour le second tour de l'élection présidentielle.

Le Monde condamne vivement cette attitude qui ne permet pas d'assurer correctement la couverture d'un moment démocratique majeur et qui témoigne, après plusieurs autres incidents, d'une conception dégradée de la liberté de la presse. En solidarité avec les médias concernés, nous avons décidé de ne pas être présents à cette soirée électorale. Cette décision ne nous empêchera pas de continuer à couvrir le Front national avec les mêmes exigences journalistiques.

LUC BRONNER, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DU «MONDE»

de lutter contre le «fondamentalisme islamiste».

Dans le même temps, les vieux démons de l'antisémitisme ont refait leur apparition. Un conseiller régional, Benoît Loeuillet, est suspendu pour des propos négationnistes; pire, le président par intérim Jean-François Jalkh, censé remplacer Marine Le Pen qui veut apparaître comme «libre» de cette charge, est lui aussi débarqué pour les mêmes raisons.

De leur côté, Frédéric Chatillon et Axel Loustau, un conseiller régional qui fait office de prestataire et d'homme chargé des finances de la campagne, ont été accusés par différents médias d'entretenir des sympathies néonazies.

Mais cela n'a pas convaincu Marine Le Pen de se séparer d'eux. Comme son père en son temps, la patronne du FN a ses fidélités dont elle ne démord pas, malgré les critiques qu'elles peuvent susciter jusqu'au sein de son parti. Comme son père, qui s'est présenté à cinq reprises à l'élection présidentielle, elle ne compte pas, non plus, brider le compteur de ses candidatures. ■

OLIVIER FAYE

« MacronLeaks » : la France à son tour visée par des cyberattaques

Une enquête a été ouverte après la publication d'une montagne de données, présentée comme le contenu de boîtes mail de proches de M. Macron

Après plusieurs mois passés à craindre des piratages similaires à ceux qui ont frappé la campagne américaine de 2016 et à muscler les défenses numériques de l'Etat, les autorités françaises pensaient avoir évité le pire. Malgré de larges campagnes d'intox et de rumeurs sur les réseaux sociaux, les piratages avaient jusqu'ici épargné les candidats à la présidentielle.

Jusqu'à une poignée d'heures avant l'ouverture des premiers bureaux de vote : vendredi 5 mai en fin de soirée a été publiée en ligne une montagne de documents présentée comme le contenu de boîtes mail de plusieurs lieutenants d'Emmanuel Macron. L'équipe du candidat d'En marche! avait reconnu le piratage vendredi soir, tout en affirmant que des faux avaient été glissés parmi les documents diffusés sur Internet.

Dans la nuit, le candidat avait saisi la Commission nationale de contrôle de la campagne (CNC-CEP), l'arbitre de la campagne électorale. Un préalable indispensable pour déclencher l'intervention de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information. La garde du corps numérique de l'Etat, qui dépend de Matignon et dont les agents sont des spécialistes de sécurité informatique de très haut niveau, a été formellement saisi par la CNCCEP et a dépêché des agents auprès des équipes

Le moment choisi pour cette fuite ne laisse aucun doute sur la volonté du ou des pirates de peser sur le second tour

des d'En marche! pour comprendre l'attaque, isoler les preuves informatiques et sécuriser encore davantage leurs systèmes.

Dès vendredi 5 mai, le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données » et « atteinte au secret des correspondances », a fait savoir, dimanche 7 mai, une source proche du dossier à l'Agence France-Presse. Cette enquête a été confiée à la Brigade d'enquêtes sur les fraudes aux technologies de l'information.

« Conscience du risque »

Pour le moment, les détails techniques du piratage sont extrêmement minces. Si l'authenticité de l'intégralité des documents est sujette à caution, ils semblent émaner essentiellement de comptes e-mail personnels, même si une boîte mail officielle d'En marche! est concernée.

Comme lors de toutes les campagnes électorales, et sous la pression des autorités, les états-majors des candidats étaient au courant de la possibilité d'attaques informatiques. « C'est ma troisième campagne, et c'est la première fois qu'il y a une telle conscience du risque, au plus haut niveau. Personne ne prend ça à la légère », expliquait Mounir Mahjoubi, responsable de la campagne numérique d'En marche!, il y a quelques semaines au Monde.

Comment expliquer alors, que le parti ait pu être ainsi piraté? Impossible de le dire à ce stade. La présence majoritaire de boîtes mail personnelles semble indiquer que les pirates y ont rencontré davantage de succès que face aux systèmes d'En marche!.

Comment le ou les pirates ont-ils pu dérober ces données? Le plus probable est qu'ils aient fait parvenir aux victimes un courriel en se faisant passer, par exemple, pour leur fournisseur de messagerie afin de soutirer leur mot de passe. Même avec des systèmes informatiques robustes, cette technique, appelée hameçonnage, fait des dégâts : elle exploite en effet la distraction, la désinvolture ou la bonne foi des victimes, même si certaines précautions, comme la double authentification, permettent d'en limiter largement les impacts.

Si la méthode est inconnue à ce stade, l'auteur l'est tout autant, a

fortiori parce que le travail de recueil des preuves numériques, préalable à un long et fastidieux travail d'enquête, vient à peine de débuter. Les regards des experts, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat, se tournent cependant vers la Russie, en partie car les modalités de cette fuite – de son apparition et sa circulation à son but vraisemblable – correspondent à la stratégie russe dans le cyberspace.

« Les cyberattaques font partie d'une campagne pour instiller le doute et la confusion aux populations occidentales envers leurs institutions [et] embarrasser leurs gouvernements », expliquait par exemple au Monde Matthijs Veenendaal, du Centre d'excellence de cybersécurité coopérative, un organisme de recherche consacré à la cybersécurité, patronné par l'OTAN.

En l'occurrence, le moment choisi de cette fuite ne laisse aucun doute sur la volonté du ou des pirates de peser d'une manière ou d'une autre sur le second tour de la présidentielle française. Par ailleurs, les médias russes en langue française financés par le Kremlin, en premier lieu RT (anciennement Russia Today) et Sputnik, ont multiplié les articles très critiques envers Emmanuel Macron, relayant dans certains cas des rumeurs sur sa vie privée.

Cette attitude ainsi que plusieurs tentatives d'attaque avaient même convaincu le secrétaire général d'En marche! de publier une tribune dans Le Monde dénonçant ces deux médias, les attaques informatiques et plus généralement « l'immixtion » de la Russie dans l'élection française. Dans un second temps, RT et Sputnik ont même été bannis de la campagne.

Le groupe de pirates qui a pris pour cible la campagne démocrate états-unienne, et que les Etats-Unis ont accusé de faire partie des services de renseignement russes et d'agir sur ordre direct de Vladimir Poutine, s'est récemment intéressé à la campagne de l'ancien ministre de l'économie, selon l'entreprise de sécurité informatique Trend Micro. Cette dernière a détecté la création par ce groupe de noms de sites ressemblant fortement à ceux utilisés par les membres d'En marche!. Une étape classique lorsqu'on désire mettre en place une opération d'hameçonnage.

« Mesures de rétorsion »

A ce stade, les autorités françaises restent très prudentes dans l'attribution de cette attaque – d'autant que, jusqu'ici, la France n'a jamais attribué une cyberattaque, pour des raisons à la fois techniques et politiques. Les événements de ce week-end pourraient cependant changer la donne : en février, le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, avait adressé un avertissement clair.

La France, avait-il expliqué dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, « n'acceptera aucune ingérence (...) dans [son] processus électoral (...). [Il faut] faire clairement connaître les limites (...) y compris en prenant des mesures de rétorsion lorsque cela est nécessaire, car aucun Etat étranger ne peut influencer le choix des Français ».

Cette tirade était tout sauf anodine : elle avait pour but de tracer une ligne rouge claire, au-delà de laquelle les autorités françaises pourraient prendre des mesures, de la mise en cause officielle aux mesures de rétorsion secrètes, comme des contre-attaques informatiques. Les jours qui viennent diront si les autorités fran-

LE BILLET

« Le Monde » et les « MacronLeaks »

A quelques heures de la fin de la campagne, vendredi 5 mai, des milliers de documents attribués à la campagne d'Emmanuel Macron ont été publiés sur Internet. Le Monde a pu consulter une partie de ces documents mais n'en a publié aucun contenu avant le second tour. D'abord parce que leur volume – quinze gigaoctets – rend leur analyse et les vérifications qui s'imposent dans tout travail journalistique impossibles à conduire dans ce délai. Et surtout parce que ces fichiers ont sciemment été publiés 48 heures avant le vote, dans le but de nuire à la sincérité du scrutin, à un moment où les principaux intéressés ont l'interdiction légale de répondre à d'éventuelles accusations. Si ces documents contiennent des révélations, Le Monde, bien entendu, les publiera, après avoir enquêté, dans le respect de nos règles journalistiques et déontologiques, sans se laisser instrumentaliser par le calendrier de publication d'acteurs anonymes.

çaises estiment que cette ligne rouge a été franchie. Un premier indice a été donné, samedi 6 mai, par François Hollande. « On savait qu'il y aurait ces risques-là durant la campagne présidentielle puisque ça s'était produit ailleurs. Rien ne sera laissé sans réponse », a-t-il déclaré.

MARTIN UNTERSINGER

Un militant pro-Trump, spécialiste des « fake news », premier relais du piratage

D'abord retransmis sur Twitter par Jack Posobiec, les « MacronLeaks » ont été repris par WikiLeaks puis par des responsables FN

Les documents présentés comme le contenu des boîtes mail de cadres de l'équipe d'En marche!, et diffusés vendredi 5 mai sur Internet, ont vu leur visibilité largement amplifiée par un homme : Jack Posobiec. Cet Américain travaille pour le site militant The Rebel, favorable à Donald Trump et à Marine Le Pen, et qui reprend régulièrement des fausses informations.

Dans la soirée, il a ainsi été l'un des premiers à diffuser à ses 100 000 abonnés sur Twitter un lien vers la section politique de 4chan, un forum d'images anonyme où se réunissent des soutiens de M. Trump et de l'extrême droite américaine et où étaient disponibles des liens de téléchargement vers les fichiers des « MacronLeaks ». En quelques heures, ces documents ont trouvé un écho dans la presse de cette mouvance aux Etats-Unis, avant que d'autres organisations, dont WikiLeaks, diffusent à leur tour des liens.

Politiquement, Jack Posobiec revendique l'étiquette de « Slav-right » – mouvement principalement situé en Europe de l'Est, anti-islam, raciste et suprémaciste blanc. M. Posobiec s'affiche aux côtés du polémiste Milo Yiannopoulos ou encore du complotiste Paul Joseph Watson, membre du site russophile Prison Planet, influent sur les réseaux sociaux.

Quelques jours auparavant, le 3 mai, Jack Posobiec avait été l'un

des premiers internautes « influents » à relayer les rumeurs d'évasion fiscale sur Emmanuel Macron, peu après la publication, sur 4chan, de deux documents à l'authenticité plus que douteuse. L'ancien ministre de l'économie a porté plainte le lendemain et une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris pour « fausse nouvelle en vue de détourner les suffrages ».

A de multiples reprises ces dernières semaines, il avait publié des messages critiquant le candidat d'En marche!, affirmant que les sondages le plaçant en tête du vote étaient « truqués », ou d'autres encore affirmant que les médias français le « censuraient ». Il a aussi affirmé vendredi, à tort, que l'accès au forum 4chan était bloqué en France.

Effort coordonné

Jack Posobiec avait aussi relayé le « Pizzagate » – cette histoire montée de toutes pièces en novembre 2016, s'appuyant sur des e-mails de l'équipe de campagne de Hillary Clinton sortis de leur contexte, qui affirmait que des démocrates haut placés étaient impliqués dans un réseau pédophile se réunissant dans un restaurant italien de Washington.

En milieu de soirée, c'est WikiLeaks qui a donné aux documents une visibilité internationale, en relayant sur son compte Twitter – le tout assorti de quelques curieuses

formules de précaution – des liens vers les documents.

Une heure et demie après la première diffusion des fichiers sur le réseau social, deux comptes influents de la « fachosphère » française ont diffusé des liens vers les e-mails, comme le rapporte le laboratoire de recherche du groupe de réflexion Atlantic Council. Selon lui, environ 13 000 messages sur le sujet ont été publiés par une dizaine de comptes, vraisemblablement de manière semi-automatisée, dans un effort coordonné pour faire « monter » le mot-dièse #MacronLeaks dans les tendances de Twitter et lui donner une visibilité maximale.

Parallèlement, sur certaines plateformes où les sympathisants de Marine Le Pen se montrent très actifs, comme le populaire forum 18-25 de Jeuxvideo.com, on encourageait les internautes à amplifier la diffusion de l'information, avec des consignes pour s'organiser efficacement.

En fin de soirée, juste avant que la loi n'impose aux représentants des candidats d'arrêter de commenter l'actualité, des cadres du FN ont à leur tour diffusé des messages sur la fuite. Notamment le vice-président du parti d'extrême droite, Florian Philippot, qui, vingt minutes avant minuit, évoquait un « naufrage démocratique » dans un message retweeté plus de 1 500 fois.

DAMIEN LELOUP ET MORGANE TUAL

PRÉSIDENT E. MACRON

- Avec poinçon d'État
- BELLE ÉPREUVE
- Livrée avec un certificat d'authenticité sous écrit

• 980 ex. en Or
ø 21 mm
Or 585‰
3,494 g.

• 4 900 ex. en Argent
ø 30 mm
Argent 800‰
9,5 g.

Revers : Palais de l'Élysée Avers

LA PIÈCE DE L'ANNÉE 2017 !

COMMANDES RAPIDES
6008C / P7250

0892 35 05 22 Service 0,40€ / min + prix appel
Commandes: de 8h à 20h - 7 jours / 7

www.tresordupatrimoine.fr
Paiement sécurisé

À retourner sous enveloppe SANS AFFRANCHIR au :
Club Français de la Monnaie Libre Réponse 971-75 - 75851 Paris Cedex 17

Veillez enregistrer ma présouscription à :

1520649 ex. Président E. Macron en Argent BE
au prix unitaire de 59€ (5 par foyer), soit €

1500563 ex. Président E. Macron en Or BE
au prix unitaire de 280€ (2 par foyer), soit €

Participation forfaitaire aux frais de traitement 6,95€

TOTAL : €

M^{me}/M. _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Date J. J. M. M. A. A. _____

Signature obligatoire _____

Je n'envoie pas d'argent maintenant. Je réglerai le montant de ma commande, à réception de facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités (sans intérêts ni agios, pour une commande supérieure à 120€). Sous réserve d'acceptation par nos services.

6008C / P7250

Conformément à la loi informatique et libertés du 06.01.1978 (Art. 27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant.

« On n'avait pas le choix pour éviter le pire »

De nombreux électeurs ont eu le sentiment de voter par défaut. Retour sur une journée pas ordinaire

RÉCIT

Un succès électoral (très) net, salué par une foule enthousiaste dans la Cour carrée du Louvre; un score sans appel (66 % des suffrages exprimés) et des images de liesse. Ainsi fut planté le décor final d'une campagne hors norme, comme un ultime paradoxe après tant d'autres. Car le nouveau président si bien élu l'a été sans grande conviction. Et la ferveur de ses troupes masque le désarroi dans lequel auront été plongés quantité d'électeurs, y compris parmi ceux qui ont glissé dans l'urne un bulletin en son nom. Faute de mieux.

Le débat de l'entre-deux-tours a achevé de convaincre le maire (LR) de La Roche-sur-Yon (Vendée). Luc Bouard juge que Marine Le Pen a prouvé une fois de plus qu'elle appartenait bien à l'extrême droite. « Mêmes si Macron faisait un peu petit garçon », ajoute-t-il. Pour la droite traditionnelle, qui a voté Fillon au premier tour, le report sur Macron semble se faire sans trop de douleur. « Non, ça n'a pas été difficile, assure Denise, 88 ans, dure d'oreille mais tendre grand-mère. Les extrêmes, c'est pas pour nous. » « Le score de Mélenchon [20,93 %], je ne me l'explique pas, ajoute Raymond, son époux de 87 ans. Peut-être c'est parce que ça allait tellement mal. En tout cas, le Mélenchon, il l'a eu à la caille. » A la quoi? « A la caille, en travers de la gorge, quoi. Vous parlez pas comme tout le monde, vous les Parisiens? »

A Morteau (Doubs), Emmanuel Macron aura finalement obtenu près de 75 % des voix. Mais en dépit de ce score, les reports n'ont pas toujours été naturels et spontanés sur cette terre à tendance filloniste. Dans la salle des fêtes de cette cité frontalière de la Suisse, Olivier Dromard, 49 ans, chef d'entreprise du BTP dans la commune voisine de Noël-Cerneux, ne cache pas son inquiétude, dimanche après-midi. Ancien sarkozyste séduit par François Fillon, il a lui-même voté pour Emmanuel Macron.

« Quand on voit le niveau... »

« Sans problème de conscience, précise-t-il. Evidemment, si Benoît Hamon avait été finaliste, ça m'aurait tordu les tripes de voter pour lui. Et je ne vous parle pas de Mélenchon! Macron n'est pas si mal que ça, finalement. Sa loi a fait beaucoup de bien à l'économie, je n'ai pas peur de le dire. » Mais il a dû prendre son bâton de pèlerin entre les deux tours pour convaincre ses amis de suivre son exemple. Non sans mal. La députée et maire de la ville, Annie Genevard, secrétaire générale adjointe de LR, l'écoute, un brin crispée. « J'ai aussi voté Macron mais dès demain matin, je serai son opposante! », réplique-t-elle.

A Yerres (Essonne), on votait dans une atmosphère particulière, un peu plus d'une semaine après l'annonce du ralliement du maire de la ville, Nicolas Dupont-Aignan, à Marine Le Pen. Imaginer que la candidate du FN puisse être élue vient de faire fondre en larmes Martine. « J'aurais trop honte », confie cette pétillante sexagénaire en séchant ses larmes du bout de ses doigts vernis. « Quand je vois toute cette souffrance, je ne comprends pas qu'on puisse laisser les gens dehors »,

« C'est le moins mauvais pour la France mais pas pour mon portefeuille »

MARIE-FRANCE enseignante retraitée



A Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), Jamila, conseillère financière de 44 ans, et sa fille, Inès, 18 ans, étudiante, avaient toutes les deux voté Mélenchon au premier tour. Pour le second tour, malgré sa déception, Jamila n'a pas hésité : c'est Macron. CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



A Marseille, Jean-Jacques Rosario, 69 ans, affiche clairement ses opinions au revers de sa veste. Une flamme frontiste et un œillet bleu-blanc-rouge : « Je vote FN depuis plus de dix ans... » FRANCE KEYSER/MYOP POUR « LE MONDE »



A Ferrière-et-Lafolie (Haute-Marne), Vincent Henry (à gauche), agriculteur de 57 ans, s'est posé des questions sur son vote après les affaires qui ont secoué la campagne, alors qu'il comptait voter Fillon au premier tour. A droite, Yannick Malingre, assesseur. NICOLAS LEBLANC/ITEM POUR « LE MONDE »

souligne-t-elle en pensant aux réfugiés qui arrivent en France. Elle a choisi le candidat d'En marche! après avoir « malheureusement » voté pour M. Dupont-Aignan au premier tour. « On n'avait pas le choix pour éviter le pire. On a essayé de sauver la démocratie et l'Europe », indique-t-elle.

Pour Marie-France, cette élection a été « la plus difficile de [sa] vie », elle qui, à 70 ans, n'en est pas à son premier scrutin. « J'ai longtemps pensé que je voterai blanc, j'ai attendu le débat... », dit-elle. Quand elle y repense, elle lève les yeux au ciel et se pince les lèvres : « Quand on voit le niveau... » L'ancienne enseignante a fini par choisir ce qui, selon elle, sera « le moins catastrophique pour la France ». Après François Fillon au

premier tour, ce fut donc Emmanuel Macron. « C'est le moins mauvais pour la France mais pas pour mon portefeuille », poursuit-elle. J'ai appris que je faisais partie des riches. Il place l'exonération de taxe d'habitation à 1600 euros, c'est un smic à 39 heures. Alors avec ça on est riche? » « J'ai choisi en désespoir de cause, ajoute-t-elle. Mais ce n'est pas un choix. » « Tout le monde se connaît ici. » Ici, c'est Mormant-sur-Vernisson, petit village au sud de Montargis (Loiret). Quatre-vingt-douze inscrits, dont la moitié a voté à midi. Pas un chat dans les rues, pas de commerce. « J'ai voté blanc au premier tour, je ne me reconnaissais en aucun des candidats. Là, j'ai voté Macron, confie Aude Belin, y'en a une qui ne doit pas passer. »

« Je me retrouve dans une partie des idées de Macron, sur l'Europe notamment, explique cette professeure de SVT en collège. Après, je me suis posé la question de sa jeunesse, ça dénote un peu mais pour quoi pas... Quand il parle, il ne se démonte pas, on l'a vu au débat. Ça donne confiance. » « J'ai choisi Macron, le moins pire, déclare Laure, une tapissière de 27 ans qui avait choisi François Fillon au premier tour. J'ai écouté mon entourage, en qui j'ai confiance. » Pour les électeurs de gauche, en particulier ceux qui avaient voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour, il n'a pas été facile de se déplacer. Et encore moins de déposer un bulletin Macron dans l'urne. « Je sais pas quoi faire », confie Mathieu, travailleur social

« C'est ma conscience qui m'a amené à voter pour lui : pour faire barrage au FN. Mais c'était très dur »

STEEVE BUCHET gardien d'immeuble

de 32 ans. Il est 17h45. Ce Rennais a voté pour le candidat de La France insoumise. Moins de deux heures avant la fermeture de son bureau de vote, il hésite encore. Un dilemme cornélien. « J'en suis rendu à faire deux colonnes sur une feuille, avec les arguments pour l'abstention et pour le vote Macron! », s'exclame-t-il.

Depuis quelques jours, il « sent » la nécessité d'aller voter pour l'ancien ministre de l'économie, mais voilà : « J'arrive pas à y aller. C'est physique. Cela reviendrait à donner ma voix à quelqu'un qui va continuer dans la voie qu'on connaît depuis quinze ans, de façon exacerbée. » Mathieu, dès lors, est tiraillé : « Moi, petit blanc de la classe moyenne, j'ai des choses à craindre dans les deux cas. D'un autre côté, je pense aux gamins avec qui je bosse, aux personnes opprimées dans notre société et qui le seront encore plus si Marine Le Pen arrive au pouvoir... » « Si je vote Macron, ce n'est pas pour faire barrage au FN, mais pour démonter de l'intérieur. Je me dis que s'ils se prenaient une raclée et qu'ils obtenaient moins de 40 % des voix, ce serait bien. J'en suis là, aujourd'hui! » Contacté un peu plus tard, Mathieu se trouvait « devant le bureau de vote ». « J'ai mis du IAM dans les écouteurs, précisait-il. Ça passe mieux. » « Ça », c'est un bulletin Macron dans l'urne.

« Pas pareil aux législatives »

Châlette-sur-Loing (Loiret), au nord de Montargis, a placé Jean-Luc Mélenchon en tête au premier tour devant Marine Le Pen. Yves et Chantal Sgitcovich, retraités, y ont contribué. Ce matin, ils ont voté Macron. « Parce qu'on était obligés, dit Yves. L'autre, c'est pire, alors autant prendre celui-là. » « Macron, on ne sait pas trop où il se situe, il fait tous les partis, change de chemise en permanence, mais il nous inspire plus confiance... Ce sera pas pareil aux législatives », prévient-il.

C'est à Bobigny (Seine-Saint-Denis) qu'Emmanuel Macron avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle, le 16 novembre. M. Mélenchon y est arrivé en tête le 23 avril, avec 43,2 % des voix. Lionel, 19 ans, est venu voter tout seul. Ses copains – qui avaient eux aussi choisi le candidat de La France insoumise – ne se sont pas déplacés. « Ils détestent Macron car ils pensent que c'est le même que Hollande, qui nous a déçus », explique-t-il. Lionel s'est résolu à voter pour Emmanuel Macron car il ne veut pas le condamner d'avance sur « un cliché ». « Dans nos quartiers, ce qui circule, c'est qu'il privilégie les riches. » Lui « attend de voir ». Mais aux législatives, il votera pour le mouvement de M. Mélenchon, son « vrai choix ».

A trois kilomètres, au cœur de la cité de l'Etoile, Karima, 38 ans, agent administratif à la Sécurité sociale, et Sara, 25 ans, agent de police, ne s'en cachent pas : « Si Marine Le Pen n'était pas aussi raciste » et si elle n'en « avait pas autant contre les musulmans », elles auraient voté pour la candidate du FN. Elles ont voté pour M. Macron, mais sans conviction. « Pour faire barrage uniquement », disent-elles. « Pour empê-

cher que le racisme se développe, notamment chez les policiers », renchérit Sara. Emmanuel Macron? « Il va nous faire travailler plus, pense Karima. Il ne va pas créer d'emplois, il va faire baisser le chômage en radiant les gens. »

A Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), Mathieu, 23 ans, étudiant en licence professionnelle mécanique, a lui aussi voté « par défaut ». Parce qu'il ne veut pas « du racisme », explique-t-il. Fervent partisan du candidat de La France insoumise, à qui il avait donné sa voix au premier tour, il s'est senti « obligé de voter contre Marine Le Pen ». « Macron, je ne suis pas très informé sur lui, explique-t-il. Il incarne le doute à mes yeux. Son parcours est si inhabituel que je m'en méfie un peu. » « Avant le débat, je pensais m'abstenir au second tour, mais après, je me suis dit que ce n'était pas possible de laisser faire », indique Julien, 35 ans, militant communiste. « Ce sera Macron, tant pis. On va manifester pendant cinq ans », conclut-il en souriant.

« C'était dur, très dur »

Dans ce quartier populaire de Wazemmes, à Lille, rares étaient les électeurs à avoir voté pour Macron avec entrain ce matin. « J'avais voté Poutou car il avait ouvert sa gueule, mais là, pas le choix, je vais voter Macron », confie Laura Cornaert, 23 ans, chef de cuisine. Elle avait hésité à venir voter mais le débat de l'entre-deux-tours l'a motivée : « On ne veut pas de cette folle au pouvoir. » Son amie Jessie Lebtahi, 29 ans, chef de projet traduction, se souvient des larmes de sa mère le soir du 21 avril 2002 : « Marine Le Pen me fait tellement peur que j'ai voté, par calcul, pour Macron aux deux tours. J'ai eu mal au ventre car ce n'était pas mon vote de conviction. »

Steeve Buchet, gardien d'immeuble de 39 ans, a beaucoup hésité avant d'aller voter Macron. « C'est ma conscience qui m'a amené à voter pour lui : pour faire barrage au FN. Mais c'était dur, très dur », indique ce grand gaillard, queue-de-cheval et look rock'n'roll. Comme ses amis, il s'est engagé du côté des « insoumis » de Mélenchon mais lui est allé voter. « Les autres hésitent. Ils en ont marre d'entendre la phrase "ce sera de ta faute si Le Pen passe". Et ils ne veulent pas que Macron gagne avec plus de 60 % ».

La maire de Lille, Martine Aubry, a adressé mercredi un courrier à tous ses administrés, après que certains lui eurent reproché de ne pas avoir donné de consigne claire pour le second tour. Tout le monde se souvenait de ses anciennes déclarations au sujet du ministre de François Hollande : « Macron, comment dire? ras-le-bol! » Face au FN, elle n'a pas hésité une seconde et a tenu à l'écrire : « Le 7 mai, votons Emmanuel Macron pour faire barrage au Front national! » Un message adressé à ceux qui penchaient pour le « ni-ni ». A Moulins, Delphine, sage-femme, a elle aussi essayé de convaincre son entourage : « C'est dur de voter Macron mais l'enjeu est ultra-important. Quand on réfléchit deux secondes aux conséquences, ça devrait motiver les électeurs, non? Quand j'entends dire qu'on hésite entre la peste et le choléra, je dis non! C'est entre la peste et la varicelle. »

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON
AVEC LOUISE COUVELLAIRE
(EN SEINE-SAINT-DENIS),
FRANCK JOHANNES
(À LA ROCHE-SUR-YON),
NICOLAS LEGENDRE (À RENNES),
NICOLAS LEBELTIER
(DANS LE LOIRET),
LAURIE MONIEZ (À LILLE),
MANON RESCAN
(À YERRES, ESSONNE)
ET JEAN-PIERRE TENOUX
(À BESANÇON)

En Europe, le résultat provoque le soulagement

Beaucoup de dirigeants politiques européens espèrent que la France va revenir au centre du jeu

BRUXELLES - bureau européen

La « bulle » de Bruxelles a exulté, dimanche 7 mai, quand le score d'Emmanuel Macron (65,5% des voix, selon les estimations révélées à ce moment-là, mais 94% parmi les Français vivant dans la capitale belge) s'est affiché sur les écrans, à 20 heures.

C'était, il est vrai, son candidat rêvé : le nouveau président est un proeuropéen revendiqué, ni de gauche ni de droite, totalement compatible avec l'esprit de compromis qui anime les institutions européennes. Un jeune dirigeant de 39 ans qui promet de réformer l'Union sans la détruire.

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, a très vite rendu publique une lettre adressée à son « cher ami ». Il y évoque l'histoire de la construction européenne, « si étroitement liée à celle de la France que le débat public qui fut le vôtre sur la place de la France dans l'Europe a résonné bien au-delà du pays que vous avez la responsabilité de présider ».

La Commission travaille à construire « une Europe meilleure », poursuit M. Juncker, « une Europe qui protège, qui défend nos concitoyens et leur donne les moyens d'agir ». Des phrases qui résonnent clairement avec le programme de M. Macron.

« Une alternative au statu quo »
Donald Tusk, le président du Conseil européen, a tweeté de son côté : « Félicitations au peuple français d'avoir choisi la liberté, l'égalité et la fraternité contre la tyrannie des "fake news". » Les dirigeants européens auront rendez-vous avec le successeur de François Hollande lors de la réunion du G7 à Taormine, en Sicile, à la fin mai. Ils espèrent qu'avec la victoire d'Emmanuel Macron, qui a redit dimanche soir son fort attachement à l'Europe, un cercle vertueux va s'enclencher. « Après

l'Autriche, les Pays-Bas et la France, c'est 3 pour l'Europe, 0 pour les populistes », répétait-on à Bruxelles, dimanche soir.

Pour les milliers d'experts, de lobbyistes et de fonctionnaires qui travaillent dans le quartier européen, français ou pas, traumatisés par des années de crise (grecque, de l'euro, des migrants, et surtout le Brexit), M. Macron incarne un espoir. Beaucoup espèrent que la France va revenir au centre du jeu alors que, durant le mandat de François Hollande, elle s'est effacée, laissant l'Allemagne prendre toute la place et rendant quasiment inopérant le couple franco-allemand, sans lequel l'UE fait du surplace.

« Macron incarne une alternative au statu quo, mais accepte de respecter les règles du jeu. Les Allemands ont de l'espoir : il a réussi à se faire élire sur un plan de réforme, notamment du marché du travail », souligne Robin Huguenot-Noël, du think tank European Policy Centre.

Toutefois, certains s'inquiètent déjà de la capacité du nouveau président à obtenir une majorité absolue lors des législatives. Et d'autres s'interrogent : saura-t-il faire évoluer l'Union européenne alors qu'elle est profondément divisée ? Et l'Allemagne, acceptera-t-elle de revenir sur sa politique budgétaire ultra-rigide, si elle reste dirigée par la chancelière Angela Merkel à l'issue des élections fédérales, en septembre ?

Les marchés à la hausse

Les marchés asiatiques ont réagi positivement à la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle. Tokyo a terminé à 2,31%, le Nikkei atteignant son plus haut niveau de clôture depuis décembre 2015. L'euro a franchi le seuil de 1,10 dollar pour la première fois en six mois. En Europe, les indices étaient attendus en hausse à l'ouverture de la séance boursière, même si analystes et gérants estiment qu'une bonne partie du rattrapage des actifs financiers français et européens, jusqu'ici pénalisés par la crainte d'une montée du populisme en France, a été réalisée depuis le soir du premier tour.

Dans un pub de Londres, le 7 mai.

DOMINIC LIPINSKI/AP



Une proposition de M. Macron, celle de créer un parlement de la zone euro, n'est pas jugée prioritaire à Berlin, d'autant qu'une telle réforme, considérable, impliquerait un changement de traité, ce qui n'est pas du tout à l'ordre du jour ni en Allemagne ni

dans d'autres Etats membres. Un budget de la zone euro, promis par le nouveau président français ? Le débat agite aussi Berlin. Le problème, c'est que les visions franco-allemandes de cet instrument communautaire ne sont pas concordantes. Les Français rêvent d'un budget commun pour réaliser des projets d'investissements à grande échelle, voire pour lever de la dette.

Une nouvelle dynamique
« Berlin et Paris ont des visions différentes de l'intégration européenne », explique Vincenzo Scarpetta, du think tank Open Europe. Berlin insiste sur la nécessité de davantage contrôler les budgets et les Français sont partisans d'une plus grande solidarité

économique. M. Macron réclame aussi une sorte de « Buy European Act », pour garantir des accès aux marchés publics des PME européennes dans l'UE, sur le mode de ce qui existe déjà aux Etats-Unis. Une idée, pas nouvelle elle non plus, mais qui fait son chemin. Il lui faudra cependant convaincre une série de pays de tradition libérale, opposés à toute tentative de protection accrue des frontières.

Le nouveau président ne risque-t-il pas, comme François Hollande en 2012, de devoir renoncer bien vite à sa promesse de réorienter l'Union européenne, faute de soutien ? Les réponses ne viendront qu'après les élections allemandes. « Berlin a le sentiment que Macron est le prési-

dent de la dernière chance. Le coup d'après, si l'UE n'a pas changé, ce sera Mélenchon ou Le Pen », estime un diplomate, qui croit donc possible « une nouvelle dynamique à l'automne ». Sven Giegold, un eurodéputé Vert allemand, a lancé une pétition en ligne, affirmant que « nous, les Allemands, devons faire un pas vers nos partenaires français et saisir les propositions de réformes proeuropéennes de MM. Macron et Hamon ».

La Commission prévoit, elle, de publier des pistes de réflexion sur les « réponses possibles » de l'UE à la mondialisation, dès le 12 mai. Et à la fin mai, un document sur l'avenir de l'eurozone. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Le succès d'Emmanuel Macron est accueilli de façon très positive en Allemagne

Angela Merkel et le Parti social-démocrate ont félicité le candidat d'En marche !

BERLIN - correspondant

Il y a quelques semaines, l'Allemagne s'est littéralement entichée d'Emmanuel Macron. Pas toute l'Allemagne, certes, car à l'extrême gauche comme à l'extrême droite, celui-ci a toujours suscité des réserves. Mais ailleurs, l'enthousiasme était largement partagé. Peut-être parce que l'ancien ministre de l'économie était venu deux fois à Berlin, en janvier puis en mars, une première pour un candidat à l'élection présidentielle. Peut-être aussi parce que son ambition modernisatrice et sa volonté de transcender le clivage gauche-droite ne pouvaient qu'être vus d'un bon œil dans un pays globalement désireux de voir la France se réformer et habitué pour lui-même aux gouvernements de coalition. Sans doute, enfin, parce que les déboires de François Fillon avaient fini par faire de lui le seul rempart crédible à l'élection de Marine Le Pen.

Un scénario envisagé outre-Rhin avec hantise – sauf peut-être par le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), et encore pas dans sa totalité puisque plusieurs de ses dirigeants ont clairement condamné le programme économique de Marine Le Pen, le jugeant trop « socialiste ».

Dans ce contexte, c'est donc sans surprise que la victoire de

M. Macron a été accueillie de façon fort positive par la plupart des responsables politiques allemands. Il était 22h05, dimanche 7 mai, quand le porte-parole de la chancelière Angela Merkel a fait savoir, sur Twitter, que celle-ci avait « téléphoné » au nouveau président de la République « pour lui adresser ses plus vives félicitations ». D'abord en allemand, le message a ensuite été publié en français : « Elle a salué l'engagement pour une Europe unie et ouverte dont il a fait preuve lors de sa campagne électorale. Les électeurs français ont donc aussi clairement opté en faveur de l'Europe. La chancelière se réjouit de l'idée de collaborer avec le nouveau président, dans la confiance et dans l'esprit de l'amitié franco-allemande traditionnellement étroite. »

« Une tâche gigantesque »
Au Parti social-démocrate (SPD), la tonalité a été la même. « Félicitations, Emmanuel Macron. Et maintenant construisons une Europe plus forte ensemble ! », a tweeté Martin Schulz, le président du parti, qui espère succéder à M^{me} Merkel à la chancellerie à l'issue des élections législatives du 24 septembre.

Du côté des écologistes, la réaction a été plus tempérée. « Macron a maintenant pour tâche gigantesque de restaurer la con-

Son ambition modernisatrice et sa volonté de transcender le clivage droite-gauche sont vues ici d'un bon œil

fiance sur la scène politique française. Sinon, le risque est de voir le Front national se renforcer encore davantage pendant son quinzième mandat », ont commenté Katrin Göring-Eckardt et Cem Özdemir, qui conduiront la campagne des écologistes pour les législatives.

Sans surprise, le parti de gauche radicale Die Linke a réagi quant à lui avec davantage de circonspection. « Les nombreux électeurs qui se sont portés sur Le Pen sont un signe alarmant pour l'Europe. (...) La casse sociale à laquelle on peut s'attendre avec Macron et les coups qu'il prévoit de porter au droit du travail risquent de renforcer Le Pen encore davantage », a averti Sahra Wagenknecht, la coprésidente du groupe Die Linke au Bundestag, qui avait pris position pour Jean-Luc Mélenchon.

Enfin, là encore sans surprise, l'AfD a été le seul parti à clairement saluer le score de M^{me} Le

Pen. « Je me réjouis avec elle du signal qui a été envoyé aux dirigeants de l'Union européenne ainsi qu'aux politiciens allemands. Leur façon d'exclure et de stigmatiser les électeurs apparaît pour ce qu'elle est : une forme d'impertinence dictée par des considérations purement morales », a réagi Frauke Petry, la coprésidente du parti d'extrême droite.

Interrogations

Au-delà du soulagement lié à la défaite de M^{me} Le Pen – un sentiment résumé par ce titre de *Die Zeit*, lundi matin : « Ouf ! » –, la victoire de M. Macron suscite déjà des impatiences et des interrogations, liées à la nature de la majorité parlementaire dont disposera – ou non – le nouveau chef de l'Etat. Avant le second tour, plusieurs grands journaux du pays, bien que favorables au candidat d'En marche!, semblaient déjà être revenus de leur enthousiasme des semaines précédentes. « Macron peut avoir de grandes idées pour le futur de l'Europe, mais il n'a pas encore présenté de plan concret. », commentait par exemple, samedi, le quotidien de centre-gauche *Süddeutsche Zeitung*. Avant d'ajouter : « S'agissant d'un bon nombre de ses intentions, Macron doit encore expliquer ce qu'il veut vraiment. » ■

THOMAS WIEDER

Donald Trump salue « une large victoire »

Moscou n'avait pas encore réagi, lundi matin, à la victoire du candidat proeuropéen

Le président des Etats-Unis n'a guère tardé à saluer le nouveau chef de l'Etat français. Sur Twitter, dimanche 7 mai, Donald Trump a adressé ses « félicitations à Emmanuel Macron pour sa large victoire aujourd'hui comme prochain président de la France ». « Je suis impatient de travailler avec lui ! », a-t-il ajouté. Pourtant, Macron le proeuropéen n'était sans doute pas le vainqueur que M. Trump imaginait en début d'année. Dans un entretien accordé au *Times* britannique et au *Bild* allemand, il avait en effet souhaité qu'après le Royaume-Uni, d'autres pays européens quittent à leur tour l'Union européenne.

La presse russe dépitée

Donald Trump était par la suite revenu à des positions américaines plus classiques en assurant être attaché à une Union européenne « forte ». Mais en avril, dans un autre entretien à l'agence Associated Press, il estimait encore que la candidate du Front national était « la plus forte sur les frontières ».

A Moscou, alors que le président russe, Vladimir Poutine, n'avait pas encore réagi lundi matin, les médias proches du pouvoir ne masquaient pas leur dépit. « Si l'on en croit ce que ressentent les instituts de sondage depuis des mois, face à Marine Le Pen, n'importe quel candidat était assuré de l'em-

porter », écrivait, en français, RT (anciennement Russia Today).

Dans la dernière ligne droite avant le vote, des agences russes ont abondamment relayé les révélations sur le piratage de documents internes du QG du candidat d'En marche!, alourdissant encore l'atmosphère sur l'élection française vue de Moscou – d'autant qu'un nom à consonance russe serait apparu dans les liens des hackers. Le Kremlin avait espéré voir accéder à la présidence française un dirigeant eurosceptique compatible avec sa vision d'un monde multipolaire et son souhait d'une Union européenne affaiblie. « Ils ont mérité Macron, titrait lundi le tabloïd *Komsomolskaïa Pravda*. Les Français se sont choisis un Macron en caoutchouc, ils vont subir l'enfer de la mondialisation. »

C'est précisément cette stabilité européenne qu'a saluée la presse chinoise lundi, tandis que le président, Xi Jinping, assurait à M. Macron que Paris et Pékin partageaient « une responsabilité importante envers la paix et le développement dans le monde ». « Il est peut-être prématuré de conclure au déclin du populisme de la politique internationale », notait le quotidien chinois *Global Times*, tout en se félicitant que M. Macron ait su « vaincre le populisme » après l'élection de M. Trump. ■

SERVICE INTERNATIONAL

RÉSULTATS

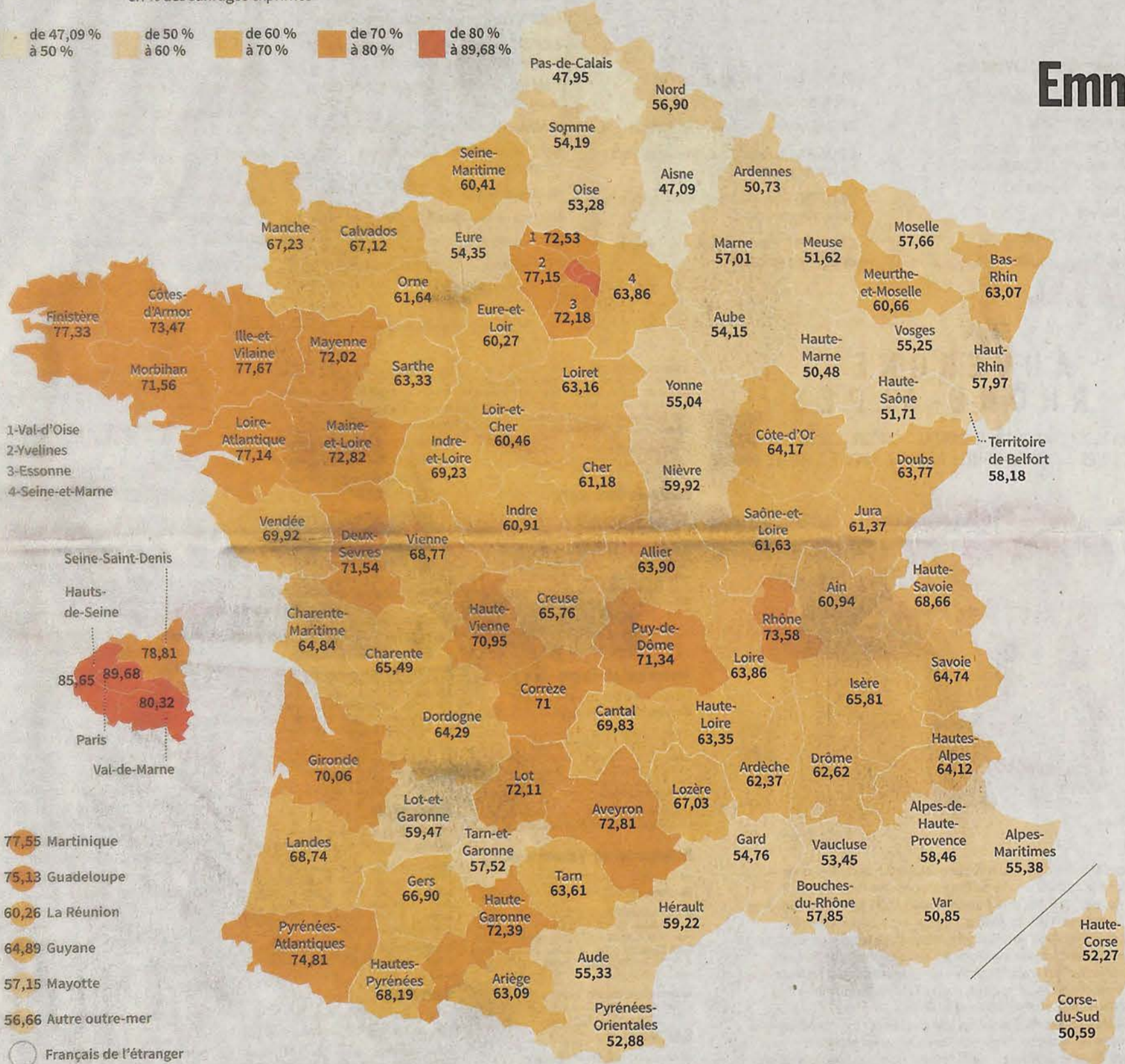
PRÉSIDENTIELLE 2017 - SECOND TOUR

Emmanuel Macron

66,06 %

en % des suffrages exprimés

de 47,09 % à 50 % de 50 % à 60 % de 60 % à 70 % de 70 % à 80 % de 80 % à 89,68 %



20,7 millions de voix pour Emmanuel Macron

Marine Le Pen arrive en tête dans seulement deux départements

La victoire d'Emmanuel Macron est plus large que ce que laissaient entrevoir les derniers sondages réalisés avant le second tour. Les plus favorables lui accordaient 63 % des suffrages exprimés. Selon les derniers résultats communiqués par le ministère de l'intérieur, il totalise un peu plus de 20,7 millions de voix (66 % des suffrages exprimés), tandis que son adversaire, Marine Le Pen, en recueille plus de 10,6 millions (34 % des suffrages). Il y aura incontestablement eu un sursaut de mobilisation dans les derniers jours de campagne contre la candidate d'extrême droite, en même temps que sa prestation calamiteuse lors du débat télévisé du 3 mai aura contribué à repousser une partie de ses soutiens potentiels.

Alors qu'au premier tour, celle-ci était arrivée en tête dans quarante-sept départements, elle ne renouvelle cette performance au second tour que dans deux départements : l'Aisne (52,91 % des suffrages) et le Pas-de-Calais (52,05 %). Elle réalise cependant plus de 49 % dans quatre départements : la Haute-Marne (49,52 %), la Corse-du-Sud (49,41 %), les Ardennes (49,27 %) et le Var (49,15 %).

Le vainqueur de l'élection présidentielle réalise son meilleur score à Paris, avec près de 90 % des suffrages exprimés (89,68 %). La capitale, une fois de plus, se démarque du reste du pays. Toutefois, le candidat d'En marche! effectue des percées spectaculaires dans des configurations très dissemblables. Ainsi, le département des Hauts-de-Seine, qui, au premier tour, avait certes placé le candidat d'En marche! en tête avec 32,30 % des suffrages, mais avait voté à 29,14 % pour le candidat de la droite, François Fillon, s'est porté à 85,65 % pour M. Macron.

A l'inverse, la Seine-Saint-Denis avait placé Jean-Luc Mélenchon largement en tête avec 34 % des voix, 10 points devant M. Macron. Ce dernier y obtient cependant l'un de ses meilleurs scores avec 78,81 % des voix, tout comme dans le Val-de-Marne, département où le candidat de La France insoumise était arrivé en deuxième position avec 24,53 % des voix. Le candidat d'En marche! y recueille 80,32 % des suffrages.

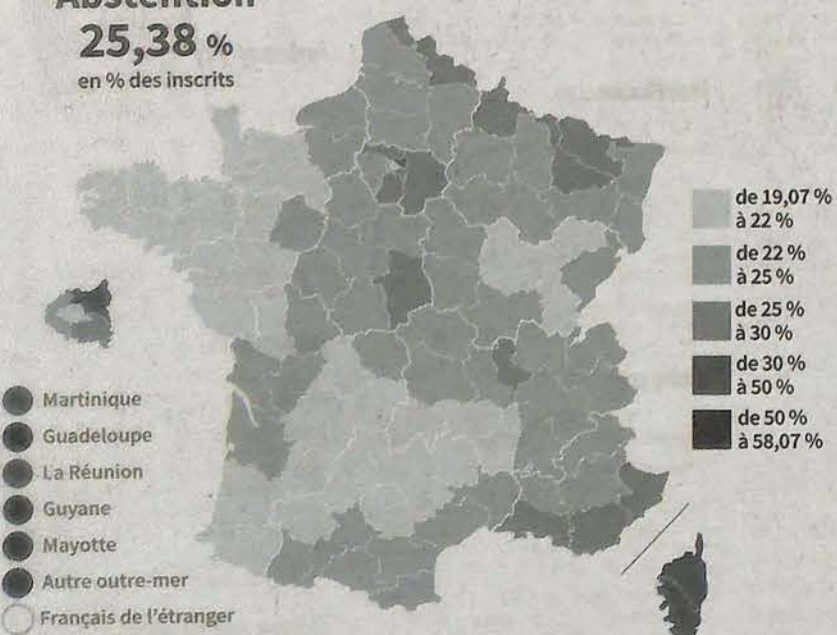
Sans surprise, ses gains sont en revanche beaucoup plus limités dans les départements où Mme Le Pen avait obtenu ses meilleurs résultats. Selon le décompte effectué par Le Monde, alors qu'au premier tour la dirigeante du FN était arrivée en tête dans 216 circonscriptions, elle devance M. Macron au second tour dans 45 circonscriptions. En outre, elle recueille entre 45 % et 50 % des suffrages exprimés dans 67 autres. Autant de cibles pour le FN aux élections législatives de juin.

PATRICK ROGER

Abstention

25,38 %

en % des inscrits



Votes blancs et nuls

11,49 %

en % des votants

